5 numéros par an, en 14 langues

Margaret Archer

L'ISA prend son envol

Entretien avec Izabela Barlinska

Modernité et Islam

Riaz Hassan, Mohammed Bamyeh, Jacques Kabbanji

- > La question du genre en Russie
- > Perspectives pour la sociologie publique en Ukraine
- > Roumanie : L'hiver du mécontentement
- > La sociologie roumaine au-delà de la mondialisation
- > CriticAtac : un manifeste anticapitaliste de Roumanie
- > Trois années de Sociopedia.isa
- > De meilleurs soins de santé pour tous
- > Disparition de Ivan Varga (1931-2012)
- > Quelles portes le « libre accès » ouvre-t-il ?
- > Notre équipe éditoriale en Inde
- > Reportage photo : Survivre aux marges de la société





VOLUME 3 / NUMÉRO 1 / NOVEMBRE 2012 www.isa-sociology.org/global-dialogue/



> Éditorial

La question de la langue

e Deuxième Forum de l'ISA a été une grande réussite. Quelque 3.600 participants inscrits à 55 Comités de Recherche (CR), Groupes Thématiques (GTh) et Groupes de Travail (GT) se sont réunis à la Faculté d'Économie de l'Université de Buenos Aires, du 1er au 4 août. Il nous faut remercier pour ce succès l'investissement de Margaret Abraham, Vice-Présidente de l'ISA chargée de la Recherche et Présidente du Forum ; Izabela Barlinska et son équipe du Secrétariat de l'ISA ; Alberto Bialakowsky et Alicia Palermo, Président et co-Présidente du Comité Local d'Organisation. Les capacités d'organisation et le dévouement des responsables des CR, GTh et GT ont été tout aussi importants, sachant qu'ils ont dû faire face à une demande considérable de participation aux groupes de discussion. Nous avons quitté Buenos Aires enthousiasmés par les débats transcontinentaux, impressionnés par la sociologie latino-américaine, et prêts à aller de l'avant en vue du Congrès de 2014 à Yokohama.

La dernière fois que nous avons été présents en Amérique latine, c'était en 1982, lors de la tenue de notre Congrès à Mexico. Ainsi qu'Izabela Barlinska le relate dans l'entretien publié dans ce numéro de *Dialogue Global*, ce fut un congrès orageux, avec des participants locaux indignés à juste titre par l'impérialisme linguistique de l'anglais. Ce n'est qu'après ce Congrès de 1982 que l'espagnol a rejoint l'anglais et le français comme langue officielle de l'ISA. Trente ans plus tard, nous avons mieux réussi à gérer le problème de la langue, avec la traduction simultanée des plénières, avec toute une série de séances en espagnol, avec des groupes de discussion multilingues, et avec tous les participants contribuant chacun à sa manière à faciliter la communication d'une langue à l'autre.

Au cours des 30 dernières années, nos réunions se sont ouvertes de différentes façons à la diversité, notamment au niveau de la langue. Parallèlement, l'anglais est devenu encore plus dominant comme *lingua franca*, et a été de plus en plus adopté comme deuxième langue de prédilection à travers le monde. Assurément, cela a ses avantages, puisque cela a contribué à élargir le champ de la sociologie et à donner à de nombreuses personnes l'accès à une quantité considérable de nouvelles opportunités et de nouveaux contenus. Mais l'expansion de l'anglais a aussi engendré des inégalités qui lui sont propres : une exclusion plus importante de ceux qui ne connaissent pas bien l'anglais, et la création de hiérarchies parmi ceux qui sont plus familiarisés avec cette langue. La maîtrise de l'anglais, bien plus que dans toute autre langue, comporte d'énormes avantages, que ce soit au niveau des communications orales ou de la publication d'articles, et devient par conséquent une marque de « distinction » non seulement au niveau international mais – ce qui est tout aussi important – au sein même des communautés scientifiques d'un pays donné (où l'anglais est une deuxième langue).

Alors même que les universités entrent dans la compétition mondiale pour un statut symbolique (qui entraîne des avantages matériels), publier dans des revues internationales est très important. Cela implique non seulement de publier en anglais mais aussi de mener des recherches qui s'inscrivent dans des cadres de référence et des paradigmes qui sont souvent étrangers aux problèmes et aux sujets de préoccupation de la société dont est issu l'auteur. Ce que le sociologue palestinien Sari Hanafi a exprimé en ces termes : « Publier au niveau international et périr au niveau local OU publier au niveau local et périr au niveau international ». Relever ce défi implique d'être bilingue, d'avoir deux professions, de réaliser un double travail, de s'adresser à des publics multiples. Ceci vaut pour les sociologies centrées sur elles-mêmes des États-Unis et du Royaume-Uni tout autant que pour les autres. À cet égard, le Forum de Buenos Aires a établi de nouvelles normes pour une sociologie à l'échelle globale.

- > Dialogue Global est disponible en 14 langues sur le <u>site web de l'ISA</u>
- > Les propositions d'articles sont à adresser à burawoy@berkeley.edu



Margaret Archer, ancienne Présidente de l'ISA, expose sa conception d'une sociologie qui étudie la question de l'évolution de l'interaction entre structure sociale et agents sociaux, ce qu'elle appelle la morphogénèse.



Izabela Barlinska poursuit son fascinant récit personnel sur l'essor de l'ISA au cours des 25 dernières années, en commençant par le transfert en 1987 du Secrétariat à Madrid, où il est resté depuis.



Ernest Gellner, Max Weber et Edward Said sont tous trois présents dans ce débat sur la modernité et l'Islam où se confrontent les points de vue de Riaz Hassan, Mohammed Bamyeh et Jacques Kabbanji.

> Comité de rédaction

Directeur de la publication :

Michael Burawoy.

Responsables d'édition :

Lola Busuttil, August Bagà.

Rédacteurs en chef associés :

Margaret Abraham, Tina Uys, Raquel Sosa, Jennifer Platt, Robert Van Krieken.

Rédacteurs-consultants :

Izabela Barlinska, Louis Chauvel, Dilek Cindoğlu, Tom Dwyer, Jan Fritz, Sari Hanafi, Jaime Jiménez, Habibul Khondker, Simon Mapadimeng, Ishwar Modi, Nikita Pokrovsky, Emma Porio, Yoshimichi Sato, Vineeta Sinha, Benjamin Tejerina, Chin-Chun Yi, Elena Zdravomyslova.

Équipes régionales

Monde arabe:

Sari Hanafi, Mounir Saidani.

Brésil:

Gustavo Taniguti, Juliana Tonche, Pedro Mancini, Célia da Graça Arribas, Andreza Galli, Renata Barreto Preturlan, Rossana Marinho.

Colombie:

María José Álvarez Rivadulla, Sebastián Villamizar Santamaría, Andrés Castro Araújo.

Inde:

Ishwar Modi, Rajiv Gupta, Rashmi Jain, Uday Singh.

Iran:

Reyhaneh Javadi, Najmeh Taheri, Hamidreza Rafatnejad, Shahrad Shahvand, Saghar Bozorgi, Tara Asgari Laleh, Nastaran Mahmoodzade.

Japon:

Kazuhisa Nishihara, Mari Shiba, Kousuke Himeno, Tomohiro Takami, Yutaka Iwadate, Kazuhiro Ikeda, Yu Fukuda, Michiko Sambe, Takako Sato, Shohei Ogawa, Tomoyuki Ide, Yuko Hotta, Yusuke Kosaka.

Pologne :

Mikołaj Mierzejewski, Karolina Mikołajewska, Jakub Rozenbaum, Michał Chełmiński, Krzysztof Gubański, Emilia Hudzińska, Julia Legat, Kamil Lipiński, Adam Müller, Mikołaj Niziński, Tomasz Piątek, Anna Piekutowska, Anna Rzeźnik, Konrad Siemaszko, Zofia Włodarczyk.

Roumanie:

Cosima Rughinis, Ileana Cinziana Surdu.

Russie

Elena Zdravomyslova, Anna Kadnikova, Elena Nikiforova, Asja Voronkova.

Taiwan:

Jing-Mao Ho.

Turquie:

Aytul Kasapoğlu, Nilay Çabuk Kaya, Günnur Ertong, Yonca Odabaş, Zeynep Baykal.



> Dans ce numéro

Éditorial : La question de la langue	2
La vocation de la sociologie lorsque la morphogénèse se développe par Margaret Archer, Suisse	4
L'ISA prend son envol Entretien avec Izabela Barlinska, Espagne	6
> DÉBAT	
Les déficits du monde musulman par Riaz Hassan, Singapour	9
Réponse à Hassan : Ou comment réduire ce qui est complexe à des déficits	
par Mohammed Bamyeh, États-Unis	12
Réponse à Hassan : Les limites de « l'orientalisme » par Jacques Kabbanji, Liban	14
> HÉRITAGES SOVIÉTIQUES	
La question du genre dans la Russie d'aujourd'hui par Anna Temkina, Russie	16
Perspectives pour la sociologie publique en Ukraine par Lidia Kuzemska, Ukraine	19
> SOCIOLOGIE ROUMAINE	
L'hiver du mécontentement en Roumanie par Cătălin Augustin Stoica et Vintilă Mihăilescu, Roumanie	21
La sociologie roumaine au-delà de la mondialisation par loana Florea et Delia Badoi, Roumanie	23
CriticAtac, un manifeste anticapitaliste en provenance de Roumanie	25
> DES NOUVELLES DE L'ISA	
Trois années de Sociopedia.isa	07
par Bert Klandermans, Pays-Bas De meilleurs soins de santé pour tous	27
par Ellen Kuhlmann et Claus Wendt, Allemagne,	
et Ivy Bourgeault, Canada	28
Disparition: Ivan Varga, 1931-2012	29
> RUBRIQUES SPÉCIALES	
Quelles portes le « libre accès » ouvre-t-il ? par Jennifer Platt, Royaume-Uni	30
Dialogue Global : Notre équipe éditoriale en Inde	
par Ishwar Modi, Inde	32
Reportage photo : Survivre aux marges de la société par Alexia et Edward Webster, Afrique du Sud	33

> La vocation de la sociologie lorsque la morphogénèse se développe

Margaret Archer, École Polytechnique Fédérale de Lausanne (Suisse) et ancienne Présidente de l'ISA (1986-1990)



Margaret Archer a été la première et jusqu'à présent la seule femme Présidente de l'ISA (1986-1990). Elle a été pionnière dans l'étude du changement social en tant que processus de « morphogénèse ». Elle entend par là l'interaction en série de la structure sociale avec les agents sociaux – une interaction rendue possible grâce à une compréhension d'ordre culturel. Au départ, elle a commencé par étudier les systèmes éducatifs français et anglais, montrant comment ils conditionnent des réponses qui, à leur tour, remodèlent ces systèmes. Elle est l'auteur de nombreux ouvrages dans lesquels elle développe sa théorie sociale « réaliste », et compte de nombreux disciples à travers le monde. Elle a longtemps enseigné à l'Université de Warwick et dirige actuellement le Centre d'Ontologie Sociale à l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne.

Margaret Archer intervenant devant l'International Association for Critical Realism, à Londres en 2008.

a sociologie est née en cherchant à répondre à quatre questions : « D'où venons-nous ? », « Qu'en est-il à présent ? », « Vers où allonsnous ? » et « Que peut-on faire ? ». Toutes ces questions sont des questions réalistes : il y a un monde social réel, avec des propriétés réelles, habité par des personnes réelles qui ont collectivement façonné le passé et dont les pouvoirs de causalité sont déjà en train de faconner l'avenir. Une des manières dont Weber a exprimé la vocation de la sociologie a été de chercher à découvrir pourquoi les choses sont « ainsi » et non « autrement ». Ceux qui se sont engagés dans ce sens ne pourront jamais accepter la conclusion de Baudrillard : « Tout ce qu'il nous reste à faire c'est de jouer avec les morceaux ». Ibn Khaldun aurait pu appeler cela le signe distinctif d'une civilisation décadente.

Mais ce qui est plus préjudiciable que les « jeux » postmodernistes, c'est de détruire les morceaux en les amalgamant. Toute vie sociale – micro-, mezzo- et macroscopique – prend lieu nécessairement dans un « SAC » [Structure, Agency, Culture]; les relations entre « structure », « agence » et « culture » sont toujours indispensables pour expliquer tout ce qui est social.

Sans vouloir trop insister sur les définitions, si on laisse de côté la « structure », les situations auxquelles les individus sont confrontés deviennent aléatoires comme dans un kaléidoscope ; si on omet la « culture », personne ne disposera d'un répertoire d'idées pour interpréter ces situations ; sans « agence », l'ordre social perd sa dépendance de l'activité qui seule peut expliquer son existence. La vocation de la sociologie est d'expliquer l'interaction

de ces trois éléments et les configurations qui en découlent. En séparant les morceaux puis en les pulvérisant, de trop nombreux théoriciens sociaux ont renoncé à leur vocation et se sont transformés en fossoyeurs établissant des certificats de décès pour chacune des composantes du SAC. Pourtant, ces « décès » nous privent, partout dans le monde, du kit d'outils nécessaire pour expliquer pourquoi les choses sont ainsi et comment elles pourraient être autrement.

Là où les « structures » sont en cause, les théories actuelles de la « dé-structuration » leur substituent des flux. La métaphore de la liquidité attire l'attention sur le caractère fondamentalement incontrôlable du social. Cela apparaissait déjà dans les sociétés « de la fuite en avant » [runaway society], « du camion fou furieux » [juggernaut society] et « du risque », mais le flux a pris de l'ampleur et gagne le terrain des phénomènes auto-organisés décrits par la théorie de la complexité. Cependant, l'inadéquation de l'idée de liquidité est flagrante au regard de la crise économique actuelle. Cette crise a révélé la partie d'une structure qui était auparavant occluse. Nous en savons désormais bien plus qu'avant 2008 sur la structuration du capital de la finance internationale et son imbrication avec les multinationales et les gouvernements. Tout le solide ne s'est pas évaporé dans les airs, mais les produits dérivés, les subprimes, les transactions liées aux échanges internationaux et le marché de la dette nécessitent plus d'explications que le fordisme.

Dans la mesure où la structure des positions, relations et intérêts est en effet complexe, les médias ont banalisé et personnalisé la crise en la réduisant aux bonus des banquiers et en aidant à faire tomber les têtes de quelques personnages cupides. Les mouvements Occupy témoignent de l'absence d'une boîte à outils sociologique. S'opposent-ils aux mesures d'austérité ou au capitalisme de la finance internationale ? Tandis que Londres semblait hésitant, le mouvement de Genève tient régulièrement des séminaires où sont abordées les complexités en question. Les associations d'économistes hétérodoxes se sont généralement révélées plus utiles que les sociologues. Où trouve-t-on chez nous l'équivalent de l'analyse qu'a faite Stefano Zamagni des apports préjudiciables des dix derniers Prix Nobel d'Économie ? En quoi avons-nous contribué à imaginer une économie civile ?

Cela nous amène à la « culture » et au rôle considérable de « TINA » ("there is no alternative" [il n'y a pas de solution alternative]) dans la tentative pour revenir au statu quo. Le « tournant culturel » a privilégié le discours, mais la crise ne peut pas être réduite au discursif. L'hégémonie du discours a déplacé le concept d'idéologie, le reléguant à la poubelle d'une guerre des classes « zombie ». En même temps, le lien crucial entre idées et intérêts a été perdu en tant que support d'une action politique de légitimation. Ont également été perdues les sources idéationnelles de la critique, non pas simplement en tant qu'activités expressives (celles-ci abondent) mais aussi en tant que ressources pour la mobilisation sociale (dont l'absence renforce la position de « TINA »). Paradoxalement, alors même que les flux se transforment en véritables inondations, il y

a en sociologie une tendance perverse à se cramponner aux habitudes, aux dispositions de l'habitus et à l'action routinière, malgré leur caractère incongru face à des changements si rapides. Cependant, comme les grands pragmatistes américains ont été les premiers à le souligner, les situations problématiques sont les accoucheuses de l'innovation réflexive.

Enfin, et de manière plus préoccupante, il y a la mort du sujet – effacé, ainsi que Foucault l'écrivait il y a plus de 40 ans, « comme à la limite de la mer un visage de sable ». Depuis lors, de multiples éponges ont continué à effacer notre humanité : les individus devenant des ardoises ouvertes à l'auto-inscription (Gergen), des êtres réinventés en série (Beck), et en dernière analyse, une rétrogradation jusqu'à « l'actant » agentiel. Avec la mort du sujet, ce sont aussi l'intentionnalité, la réflexivité, l'attention et la volonté d'agir qui ont disparu, ainsi que la capacité spécifiquement humaine à envisager comment le social pourrait être « autrement ».

Ceux qui défendent nos obligations et potentialités humaines sont peu nombreux ; ce qui a amené Andrew Sayer à écrire son excellent livre sur Why Things Matter to People [Pourquoi les gens se sentent-ils concernés]. La sociologie conserve une tendance humaniste mais sa manière d'appréhender l'humain est plutôt entravée. Ainsi, la solitude et l'isolement ne sont pas des sujets en vogue par rapport à ceux de la marginalisation et de l'exclusion, mais ils n'en constituent pas moins des fléaux du monde développé et des pays où son modèle a été exporté. Les sociologues sont également plus enclins à souligner notre prédisposition à la souffrance plutôt qu'à l'épanouissement. Nous avons été trop timorés dans la défense d'une « sociologie de l'épanouissement », nous limitant en grande partie aux incontestables besoins biologiques. Pourquoi n'existe-t-il pas de sociologie de la joie et parle-t-on si peu de l'exultation ou du contentement profond, et pourquoi laisse-t-on aux économistes le soin de mesurer le bonheur ? Répondre à ces questions constitue le prédicat d'une sociologie qui contribuerait à la définition d'une société civile florissante.

Aujourd'hui, le maître mot est celui de « modernité liquide », mais les métaphores n'expliquent rien et portent souvent à confusion (souvenez-vous des comparaisons mécaniques, organiques et cybernétiques). Certaines théories du changement ont mis l'accent sur un seul élément du « SAC » : la « culture » pour « la société de l'information » ; la « structure » pour le « capitalisme mondialisé » ou l'« Empire » ; et « l'agencement » pour « l'individualisme institutionnalisé » de la « modernisation réflexive ». Chacun s'empare d'une seule composante (frappante sur le plan empirique), jugée comme la partie la plus importante, et l'assimile de manière erronée au mécanisme génératif du changement. Au lieu de cela, il nous faut étudier les synergies et les retours positifs du « SAC » faisant de la morphogénèse sociale le processus chargé d'intensifier le changement – d'une manière qui ne soit pas métaphorique. ■

> L'ISA prend son envol Entretien avec Izabela Barlinska



Izabela Barlinska en pleine conversation avec Margaret Abraham, la Vice-Présidente de l'ISA chargée de la Recherche, au Forum de l'ISA à Buenos Aires en août 2012.

ans le précédent numéro de *Dialogue Global* (2.5), nous avons découvert comment une jeune étudiante polonaise a intégré l'ISA et en est devenue l'indispensable tête pensante. Dans cette seconde et dernière partie de l'interview, le Professeur Izabela Barlinska nous raconte comment l'ISA s'est consolidée jusqu'à devenir la puissante association qu'elle est aujourd'hui.

MB: Nous en étions restés au moment où, à Amsterdam, tu as connu le célèbre écrivain Ryszard Kapuściński. Mais ensuite, à la fin de l'année 1986, Fernando Henrique Cardoso, alors Président de l'ISA, t'a proposé le poste de Secrétaire Exécutive si tu étais prête à partir à Madrid pour y mettre en place le nouveau bureau. Et c'est donc ce que tu as fait ?

IB: Oui, je suis arrivée ici, à Madrid, en janvier 1987, toute seule et sans connaître un mot d'espagnol. Il me fallait mettre en place le bureau. Il faut sans doute être jeune et inexpérimenté pour s'engager dans une telle aventure. Je n'avais pas vraiment idée de ce que tout cela impliquait. Je suis arrivée avec un gros container qui contenait mes

bagages ainsi que des documents de l'ISA, pour occuper des locaux à l'Académie Espagnole des Sciences. L'ISA venait sur invitation du Ministère de l'Éducation espagnol, mais les bureaux que nous étions censés occuper à l'Académie Espagnole des Sciences n'étaient pas prêts.

MB : Étais-tu totalement livrée à toi-même ?

IB: La seule aide que j'ai eue a été celle de Sergio Contreras, un collègue chilien qui avait, comme moi, travaillé au Secrétariat à Montréal et Amsterdam. Comme je ne parlais pas espagnol, il est venu me donner un coup de main. Nous avons essayé tous les deux de mettre en ordre de marche le bureau. Cela n'a pas été facile. Mes premiers mots d'espagnol, je les ai appris auprès des ouvriers du bâtiment. Mais ce qui est bien, c'est que j'ai eu l'occasion de connaître les gens qui travaillaient au Ministère de l'Éducation en raison de tous les papiers qu'il fallait préparer pour enregistrer officiellement l'ISA. Comme je ne pouvais pas communiquer avec les secrétaires en espagnol, on me laissa traiter directement avec leurs supérieurs. C'est comme ça que j'ai eu l'occasion de faire la connaissance de gens haut placés au sein du gouvernement socialiste

et de lier amitié avec eux ; je faisais de la randonnée avec des amis qui faisaient partie de la génération qui était en train d'accéder au pouvoir avec Felipe González.

MB : Pour eux, tu devais probablement être une curiosité, du fait que tu venais de Pologne...

IB: À cette époque-là, la Pologne avait la cote. Tous comprenaient l'importance de Solidarnosc comme force de lutte contre un régime autoritaire, comme cela avait été le cas en Espagne. Donc la Pologne, ou du moins l'opposition polonaise, avait bonne réputation auprès de ces socialistes.

MB : Donc tu étais pratiquement seule. Cardoso était parvenu à la fin de son mandat et c'est Margaret Archer qui lui a succédé.

IB: Margaret a été élue Présidente à New Delhi, au Congrès mondial de 1986. Elle a été la première et jusqu'à présent la seule femme à accéder à la Présidence de l'ISA. Nous avons travaillé ensemble et tissé des liens d'amitié durables.

MB : Qu'est-ce qui a été le plus difficile quand tu es arrivée ici ?

IB: Il a fallu du temps pour s'adapter et organiser le bureau dans un nouveau pays. Une fois que nous avons pour ainsi dire atterri, nous avons commencé à organiser le Congrès mondial de Sociologie qui allait se tenir à Madrid en 1990. Cela impliquait la présence d'un fort contingent de Latino-Américains, ce qui a eu pour conséquence que l'espagnol est finalement devenu la troisième langue officielle de l'Association.

MB : Elle ne l'était pas avant ? Je croyais qu'elle l'était depuis le Congrès de 1982 à Mexico.

IB: Le Congrès de Mexico s'est heurté à la protestation – tout le monde protestait contre le fait qu'il ne se soit pas tenu en espagnol. Mais la reconnaissance de l'espagnol n'a été effective que beaucoup plus tard. Donc, du seul fait que le Secrétariat s'installait à Madrid, c'était comme si un nouveau continent adhérait à l'ISA. Nous n'avions aucun support technologique sophistiqué - il y avait bien un premier ordinateur qui se trouvait déjà dans les bureaux, mais tout était alors très, très différent. Et la difficulté ici c'était que, alors que dans l'ensemble, l'endroit était tout à fait adapté et les gens sur place très favorables à la fois au congrès et à l'Association, il y avait cependant certains Espagnols qui souhaitaient, comment dire..., utiliser l'Association au bénéfice de leur propre carrière et à des fins personnelles. Et c'est devenu une situation assez désagréable pour tout le monde. Je pense que l'ISA en a souffert. Le Congrès de Madrid incluait lui-même son lot de tensions et pas seulement parce qu'il avait lieu dans trois bâtiments différents de l'Université Complutense, dans la chaleur étouffante de Madrid, et sans climatisation.

MB : C'est à ce Congrès que le sociologue indien T.K. Oommen a été élu Président ?

IB: Oui, en effet. Les résultats de cette élection ont en-

traîné de sérieuses difficultés pour l'ISA dans la mesure où certains sociologues espagnols espéraient qu'un Espagnol serait élu Président. L'une des conséquences inattendues a été que le Ministère de l'Intérieur a rayé l'ISA du registre où l'Association était réglementairement inscrite puis nous avons été expulsés de nos bureaux de l'Académie espagnole des Sciences. Donc pendant un certain temps le bureau a dû migrer vers cette même terrasse d'où nous parlons.

MB : Donc une fois de plus, l'ISA a dû déménager – comment cela s'est-il résolu ?

IB: Nous avons eu la chance que la Faculté des Sciences Politiques et de Sociologie de l'Université Complutense nous propose généreusement un bureau. Le soutien de Miguel Ángel Ruiz de Azúa, Président de l'Union Nationale des Sociologues et des Politologues, a été on ne peut plus précieux. Cela a représenté un changement positif dans le sens où c'est mieux pour le Secrétariat d'être situé dans l'université. Il s'y trouve un plus grand nombre de collègues – sociologues, étudiants, ainsi qu'un milieu universitaire actif.

MB : Mais comment l'ISA a-t-elle survécu sur le plan matériel ?

IB: Il faut rappeler que l'ISA est arrivée en Espagne à l'invitation du Ministère de l'Éducation et qu'il avait été convenu que le Secrétariat serait subventionné par le gouvernement espagnol, comme cela avait été le cas à Montréal et à Amsterdam. Et c'est comme ça que cela s'est passé pendant six ans. Le gouvernement espagnol a été très généreux. Puis il n'y a plus eu d'argent. À l'ISA, nous avons eu une longue discussion pour décider quoi faire. Non que nous ayons eu en réserve une quelconque proposition en attente. C'est à ce moment-là qu'Internet est apparu, et le courrier électronique. Et c'est alors que nous avons tous réalisé qu'il importait peu où nous étions basés. Ainsi, au lieu de déménager, il a été décidé que nous resterions en Espagne. Et nous sommes restés. Mais enfin, depuis, les opérations de l'ISA ont été entièrement autofinancées.

MB: C'est impressionnant!

IB: Cela a été possible grâce à une bonne gestion courante et à un personnel très restreint. Bien sûr, à cette époque-là, l'ISA avait moins d'activités et moins de membres. Mais cela a représenté un changement majeur dans la vie de l'ISA puisque nous avons cessé de déménager tous les quatre ans.

MB : Cela signifiait aussi que tu pouvais mettre en place ta propre équipe, n'est-ce pas ?

IB: Oui, en effet. Nacho (José Ignacio Reguera) est avec nous depuis avant le Congrès de 1990. Là encore, je l'ai rencontré par l'intermédiaire de contacts polonais. Quand nous étions à l'Académie des Sciences, j'avais une minuscule Fiat avec une plaque d'immatriculation polonaise. Un jour, j'ai trouvé sur le pare-brise un petit mot écrit en polonais: « Je viens de Pologne et suis professeur invité à l'Institut de Physique; on pourrait se rencontrer ». Je dis : pourquoi pas ? C'était en fait Jacek Karwowski, professeur

à l'Université de Torun. Nous sommes tout de suite devenus des amis. Avec lui, ses amis et sa famille, nous partions découvrir l'Espagne parce que, il ne faut pas oublier qu'à ce moment-là, je pensais n'être en Espagne que pour quatre ans. C'est comme ça que j'ai rencontré Nacho, qui travaillait dans le même Institut de Physique.

MB : Et c'est lui qui a fait entrer l'ISA dans le monde des ordinateurs, du courrier électronique et de l'Internet ?

IB: Nacho a créé la base de données de l'ISA. Il connaît tout. Il est très bon, loyal, attentionné et créatif. Une recrue importante pour l'ISA, en particulier dans le monde moderne de l'informatique et des médias sociaux. Je lui dis ce dont on a besoin, et il le met en œuvre. On est sur la même longueur d'ondes.

MB : Peut-être pourrais-tu nous parler du travail du Secrétariat au quotidien.

IB: Le travail de routine consiste en une gestion courante fastidieuse, qui inclut beaucoup de détails. Mais comme on dit, le diable est dans les détails. Ça peut paraître ennuyeux, mais en même temps il ne faut pas perdre la perspective.

MB: La perspective de...

IB:... de l'Association: quelle direction elle doit prendre, et la raison pour laquelle les gens nous contactent, même si ce n'est que pour nous informer d'un changement d'adresse. Mais il est important d'actualiser cette adresse parce que le jour suivant on peut recevoir la demande d'un autre collègue souhaitant entrer en contact avec l'auteur d'un résumé intéressant qu'il a lu sur le site web du Congrès de l'ISA.

MB: Vous mettez tous les gens en contact les uns avec les autres.

IB: En effet, pour beaucoup de gens il s'agit d'un réseau d'échange qui a été élaboré grâce à un travail de routine quotidien pendant de nombreuses années. Ce réseau comprend maintenant 5.000 membres actifs, ainsi que 3.000 autres contacts inscrits dans notre base de données. Et puis il existe également une structure complexe de plus de 60 Comités de Recherche, Groupes de Travail et Groupes Thématiques, 60 associations nationales de sociologie, des membres institutionnels. C'est un potentiel considérable et il est important de l'utiliser et d'y répondre de manière appropriée.

MB: Qu'entends-tu par là?

IB: Le Comité Exécutif de l'ISA définit les objectifs et les orientations de l'Association, et le Secrétariat est chargé de les mettre en œuvre. Il ne faut pas oublier que la plupart des membres de l'Association ne sont pas de langue maternelle anglaise, c'est pourquoi il nous faut être prudents lorsque nous formulons les messages et élaborons le site web de l'ISA. Plus c'est sophistiqué sur le plan technique, plus cela devient difficile d'y accéder dans des pays où l'alimentation en électricité est limitée. Il ne faut jamais

perdre de vue ces différences et ces inégalités. Et c'est vraiment une sensation très particulière de travailler dans un petit bureau à Madrid tout en étant entourés de gens du monde entier. Pour nous, avoir conscience de pouvoir aider les autres est quelque chose de très précieux.

MB : Et donc combien de personnes forment le Secrétariat ?

IB: Nous sommes quatre en tout, certains travaillant à plein temps, d'autres à temps partiel. Et bien que chacun d'entre nous a des responsabilités déterminées (comme le paiement des cotisations, la base de données et les actualisations du site web, les annonces du programme des conférences, etc.), nous avons la chance de former une équipe motivée pour construire ce réseau international de sociologues à travers le monde.

MB: Oui, et sur ce point, vous avez formidablement bien réussi. Les Présidents de l'ISA ont sans doute aussi eu leur rôle là-dedans. Revenons donc à l'historique de l'Association. Oommen a été Président entre 1990 et 1994 et durant son règne, il t'a fallu surmonter le fait de perdre vos bureaux. Puis vient le Congrès de 1994 à Bielefeld, où Immanuel Wallerstein est élu.

IB: L'arrivée d'Immanuel a entraîné un changement important à l'ISA dans la mesure où c'est avec lui que l'Internet et le courrier électronique sont entrés dans la vie quotidienne de l'Association ; c'était bien sûr l'époque où tout cela a commencé dans le monde. Immanuel utilisait ces outils et était très actif. Il avait de bonnes idées, et il voulait ce poste pour la bonne cause. Ces années-là ont été des années importantes pour l'ISA. Et c'était très intéressant de travailler avec lui. Mais il y avait eu des bons moments avant aussi. Sous la présidence de Margaret Archer – une période difficile étant donné la situation locale -, nous avons néanmoins mis en place la revue de l'ISA International Sociology ainsi que la Compétition Internationale pour les Jeunes Sociologues. Donc même durant ces années difficiles, des choses nouvelles ont été mises en route, qui ont également perduré.

MB : J'imagine que c'est cela la clé – commencer de nouvelles choses et faire perdurer les anciennes.

IB: Si elles en valent la peine, on les maintient.

MB: Merci, Izabela, de m'avoir accordé cet entretien. Je sais que tu ne tenais pas à te retrouver comme cela sous les feux de la rampe. Tu as toujours essayé de travailler dans l'ombre, mais les membres de l'ISA sont ravis d'en savoir plus sur toi, sur l'histoire de l'ISA et comment cela s'est passé au cours des 25 dernières années. Tu peux interroger n'importe quel Président ou Présidente de l'ISA, et tu verras que tous reconnaissent ouvertement à quel point l'ISA repose sur Izabela Barlinska. Donc, au nom de tous les membres de l'ISA – présents, passés et futurs –, je voudrais t'adresser les plus sincères remerciements pour tout ce que tu as fait et tout ce que tu fais.

> Monde musulman : pourquoi ce déficit de libertés, de développement et de connaissances ?

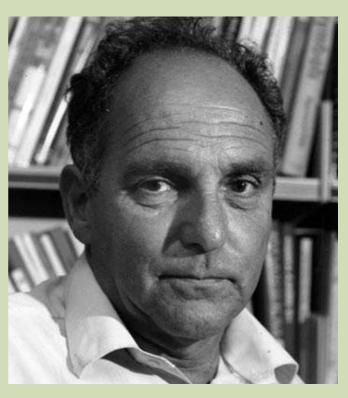
Riaz Hassan, Institute of South Asian Studies, Université nationale de Singapour

ans son livre novateur Muslim Society [La Société musulmane], Ernest Gellner affirme, non sans audace : « Suivant différents critères évidents - l'universalisme, le "scripturalisme", l'égalitarisme spirituel, l'extension de la pleine participation au sein de la communauté sacrée, non pas à l'un ou l'autre mais à l'ensemble de ses membres, et la systématisation rationnelle de la vie sociale -, l'Islam est, des trois grands monothéismes occidentaux, celui qui est le plus proche de la modernité » (Gellner, 1983 : 7). Gellner ajoute que si les Arabes avaient gagné à Poitiers et avaient poursuivi leur conquête de l'Europe et son islamisation, nous serions tous en train d'admirer L'Éthique kharidjite et l'esprit du capitalisme d'Ibn Weber, qui démontrerait de façon décisive comment l'esprit rationnel moderne et la manière dont il s'applique dans les affaires et la bureaucratie n'auraient pu naître que comme conséquence du puritanisme néo-kharidjite en Europe du Nord, et non d'une Europe qui serait restée chrétienne « compte tenu de la tendance profondément ancrée de cette religion à une vision du monde baroque, manipulatrice, sous la coupe de protecteurs quasi animistique et anarchique » (Gellner, 1983: 7).

Mais les choses se sont passées différemment. Aujourd'hui, n'importe quel observateur n'aurait aucun mal à rassembler des volumes entiers de données sur le développement tirées des rapports de l'ONU ou de la Banque Mondiale pour démontrer les graves déficits du monde musulman en matière de développement et de libertés. Ceci a entraîné un débat controversé sur les causes de ces déficits. Parmi les coupables désignés par les spécialistes en sciences sociales, on trouve la théologie et la culture islamiques, le pétrole, la culture et les institutions spécifiquement arabes, le conflit israélo-palestinien, des « institutions et un terrain désertifiés », une société civile peu développée et le statut subordonné des femmes.

> Le déficit de développement

Parmi les débats sur les causes du retard économique et du déficit démocratique dans le monde musulman, les plus controversés sont sans doute ceux axés sur la question de savoir si l'Islam est la cause principale de ce double déficit. En ce qui concerne le retard économique, il apparaît que,



Ernest Gellner (1925-1995) : « l'Islam est, des trois grands monothéismes occidentaux, celui qui est le plus proche de la modernité ».

avant que l'expansion européenne au XVIIe siècle ne fasse pencher la balance du pouvoir en sa faveur, le Moyen-Orient était tout aussi dynamique que l'Europe sur le plan économique. Les commerçants musulmans portaient leurs marchandises et leur foi aux quatre coins du globe avec autant de succès que leurs homologues européens. Selon l'historien de l'économie Angus Maddison, en l'an 1000 après J.-C., la part du Moyen-Orient dans le produit intérieur brut (PIB) mondial était supérieure à celle de l'Europe - 10% contre 9%. En 1700, la part du Moyen-Orient était passée à seulement 2% et celle de l'Europe à 22%. Parmi les spécialistes occidentaux, les explications couramment invoquées au sujet de ce déclin sont que l'Islam est hostile au commerce et interdit l'usure. Mais ces explications ne sont pas satisfaisantes dans la mesure où les textes de l'Islam sont plus favorables au commerce que les textes chrétiens, et qu'en ce qui concerne l'usure, la Torah et la Bible disent la même chose que le Coran. Le Prophète Mahomet et sa première femme, Khadija, étaient tous deux de prospères commerçants. Cependant, de nombreux musulmans estiment que c'est l'impérialisme occidental qui est responsable de leur retard économique. Mais dans ce cas, pourquoi une civilisation autrefois puissante a-t-elle succombé face à l'Occident?

L'économiste turco-américain Timur Kuran (2011) utilise des arguments convaincants pour rejeter de telles explications ainsi que d'autres qui s'y apparentent. Il rassemble de solides éléments de preuve empiriques pour montrer que ce qui a contribué à ralentir le développement économique au Moyen-Orient n'a pas été le colonialisme ou la situation géographique ou une incompatibilité entre Islam et capitalisme, mais les lois qui régissent les partenariats commerciaux et les pratiques en matière d'héritage. Cette organisation avait servi les intérêts de l'économie du Moyen-Orient pendant les premiers siècles de l'Islam mais à partir du Xe siècle environ, elle a commencé à peser sur le développement économique en ralentissant et en entravant l'émergence des facteurs fondamentaux de la vie économique moderne – accumulation du capital privé, sociétés anonymes, production à grande échelle et échanges impersonnels.

Le partenariat de type islamique - principal mode d'organisation des entreprises dans le milieu des classes marchandes musulmanes - pouvait à tout moment prendre fin à la seule demande d'une des parties, et même des entreprises prospères prenaient fin à la mort d'un associé. Dès lors, la plupart des entreprises restaient de petites entreprises et à durée de vie réduite. Dans le monde musulman, la plupart des partenariats commerciaux durables et prospères étaient dirigés par des citoyens non musulmans. Les coutumes en matière d'héritage constituaient un obstacle à la consolidation des entreprises puisqu'à la mort d'un négociant musulman, ses biens étaient partagés entre les membres de sa famille, ce qui empêchait l'accumulation du capital et constituait un obstacle à l'établissement d'entreprises capitalistiques pérennes. Selon Kuran, la stagnation organisationnelle qui en découle a par conséquent empêché la communauté des négociants musulmans de rester compétitive face à ses homologues occidentaux.

> Le déficit démocratique

Les recherches réalisées par l'économiste de Harvard Eric Chaney (2011) permettent de réfuter les théories selon lesquelles la cause fondamentale du déficit démocratique du monde musulman se trouve dans l'Islam ou dans les modèles culturels arabes, le pétrole, le conflit israélo-palestinien ou l'écologie du désert. Chaney montre que le déficit démocratique, comme en témoigne la prédominance d'autocraties dans le monde arabo-musulman, est réel. Mais c'est un produit de l'influence exercée de longue date par des structures de contrôle qui ont été développées au cours des siècles qui ont suivi les conquêtes arabes. Au IXe siècle, les souverains de l'ensemble de la région ont commencé à avoir recours à des armées d'esclaves plutôt qu'à la population autochtone pour composer leurs armées. Ces armées d'esclaves ont permis aux souverains de ne plus dépendre des groupes de militaires et de civils autochtones et ont contribué à supprimer les

contraintes qui pesaient sur le souverain dans les sociétés islamiques prémodernes. Dans ce contexte autocratique, les chefs religieux sont apparus comme le seul frein au pouvoir des souverains. Cette configuration institutionnelle historique qui a conduit à partager le pouvoir entre le souverain soutenu par son armée d'esclaves et les élites religieuses n'était pas propice à la création d'institutions démocratiques. Au lieu de cela, les élites religieuses et militaires ont œuvré de concert pour développer et perpétuer ce que Chaney appelle un équilibre institutionnel « classique » – souvent désigné sous le nom de « loi islamique » – conçu pour promouvoir et défendre leurs intérêts.

Officiellement, les chefs religieux ont mis au point un « équilibre des institutions » pour protéger les intérêts généraux mais, en réalité, cette configuration institutionnelle a projeté une ombre autocratique au travers des siècles. Les souverains en sont venus à s'appuyer sur des armées d'esclaves, se libérant ainsi d'une dépendance vis-à-vis des institutions civiles. Les chefs religieux ont collaboré avec l'armée pour créer un système qui s'est avéré hostile aux centres de pouvoir alternatifs. Cette concentration du pouvoir ainsi que l'existence de sociétés civiles peu développées constituent l'héritage durable de ce cadre institutionnel historique dans les régions conquises par les armées arabes et restées sous l'influence de la loi islamique à partir de 1100 après J.-C.

Cependant, les régions qui ont intégré le monde islamique après avoir été conquises par des armées musulmanes non arabes, comme c'est le cas de l'Inde et des Balkans, et où l'Islam s'est répandu par le biais de la conversion (par exemple, en Indonésie, Malaisie et Afrique subsaharienne), n'ont pas adopté ce cadre classique. Leurs institutions ont continué à être définies par les élites locales, qui ont maintenu leur continuité politique et culturelle. Par conséquent, le déficit démocratique est resté un héritage durable dans le monde arabe et sur les terres conquises par les armées arabes qui sont restées soumises à la loi islamique à partir de 1100 après J.-C. Mais dans les pays islamiques qui ont été intégrés au monde islamique par des armées musulmanes non arabes ou par conversion, les avancées démocratiques ont suivi une trajectoire plus progressiste.

> Le déficit de connaissances

Suivant les classements internationaux des universités publiés dans l'édition 2012 du *Times Higher Education*, pas une seule université des 49 pays à majorité musulmane – qui rassemblent 1,2 milliards d'habitants, soit 17% de la population mondiale – n'a obtenu une place parmi les 200 meilleures universités du monde. Ceci représente une constante depuis de nombreuses années et est synonyme d'une grave crise intellectuelle et universitaire. En comparaison, les États-Unis, qui comptent moins de 5% de la population mondiale, totalisaient 75 universités dans le top 200.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette crise, le plus important étant les maigres ressources que les pays musulmans consacrent à la recherche et au développement. Les budgets alloués à la science par l'OCI (Organisation de la Coopération Islamique) se classent parmi les derniers du palmarès mondial. Selon une estimation récente, fondée

sur des données de l'Unesco et de la Banque mondiale, entre 1996 et 2003, la moyenne des dépenses annuelles des pays de l'OCI en recherche-développement était de 0,34% du PIB, nettement inférieure à la moyenne mondiale de 2,36% sur la même période. De nombreux pays de l'OCI, en particulier les plus riches, consacrent plus d'argent aux armements qu'à la science ou à la santé. Parmi les dix pays dans le monde dont la part des dépenses militaires dans les dépenses publiques est la plus élevée, six sont des pays de l'OCI : le Koweït, la Jordanie, l'Arabie Saoudite, le Yémen, la Syrie et Oman ont dépensé plus de 7% de leur PIB en armes. Tandis que le budget alloué à la science est parmi les plus bas, le budget de l'éducation est plus variable. En 2002, la Malaisie, l'Arabie Saoudite, le Yémen, le Maroc, la Tunisie et l'Iran figuraient parmi les 25 pays qui dépensaient le plus en matière d'éducation (Butler, 2006).

D'après « l'indice d'éducation » de la Banque mondiale, 15 pays parmi ceux qui ont eu les plus mauvais résultats en 2002 sont des pays de l'OCI, dont plusieurs pays africains, le Bangladesh et le Pakistan. Le bas niveau d'investissement dans les sciences et la technologie se traduit également par une faible production scientifique, tant au niveau de la quantité d'articles publiés que du nombre de chercheurs. En 2003, la moyenne mondiale pour la production de travaux de recherche par million de personnes était de 137. La moyenne pour les pays de l'OCI était seulement de 13. Pas un seul pays de l'OCI n'atteignait la moyenne mondiale. En outre, à l'exception de la Turquie et de l'Iran, le nombre d'articles publiés par 24 pays de l'OCI pour lesquels des données étaient disponibles, est resté stable ou a diminué. Le taux de publication pour la Turquie est passé de 500 en 1988 à 6.000 en 2003. Dans le cas de l'Iran, le nombre est passé d'un bas niveau de moins de 100 articles par an il y a dix ans, à près de 2.000 (Butler, 2006).

Cette situation est évidemment en partie liée à des investissements publics insuffisants en matière d'éducation et de recherche et développement. Mais l'une des causes importantes des difficultés actuelles de ces pays peut également être attribuée à leurs pratiques culturelles et politiques. Des pays comme la Corée, Singapour, Taïwan, la Chine ou l'Inde ont fait des avancées notables dans les domaines de la science et de la technologie et figurent désormais parmi les principales économies émergentes. Les établissements d'enseignement supérieur se développent dans des sociétés dotées d'une société civile dynamique fondée sur un pluralisme institutionnel et idéologique suffisamment solide pour faire contrepoids et résister à l'influence des principales institutions de l'État sur le pouvoir et la vérité. Ce n'est malheureusement pas le cas dans les sociétés musulmanes. La plupart d'entre elles ont des sociétés civiles faibles et sous-développées.

Dans nombre de sociétés musulmanes, il existe un autre obstacle, de plus en plus important. Celles-ci subissent de plus en plus la pression de mouvements religieux fondamentalistes cherchant à imposer des épistémologies compatibles avec leurs versions des doctrines islamiques, qui sont généralement hostiles à la pensée critique rationnelle. Ceci est en train d'empêcher l'émergence de conditions favorables à l'essor et à la croissance d'universités dynamiques. Une société civile énergique est une condition préa-

lable au développement des pays, fondé non sur la tyrannie de convictions et croyances bien arrêtées, mais sur un ordre social qui repose sur le doute et le compromis. La science et la technologie ne prospèrent que dans des conditions qui privilégient les règles de la raison et de la nature.

Dans le cadre de l'économie du savoir de la troisième révolution industrielle, la création de richesse dépendra avant tout des « industries de cerveaux ». Les pays de l'OCI ne produisent pratiquement pas de brevets et sont parmi les plus faibles exportateurs de produits high-tech. Ces circonstances scientifiques, technologiques et intellectuelles vont être lourdes de conséquences sur le plan socio-économique. La stagnation intellectuelle des pays musulmans menace de condamner une proportion significative de l'humanité à une servitude permanente. Il y a urgence à créer et favoriser les conditions susceptibles de promouvoir l'excellence scientifique et à mettre au point des stratégies pour enrayer le déclin de l'enseignement supérieur. C'est à cette seule condition que l'on pourra assurer une survie honorable aux musulmans des générations futures. Il s'agit sans doute du plus grand défi auquel les gouvernements des pays musulmans sont aujourd'hui confrontés.

Quelles sont les implications de tout cela pour le « printemps arabe » ? L'histoire détermine-t-elle un destin ? Certains évènements qui incitent à l'optimisme donnent à penser qu'il n'est pas impossible que le monde arabe échappe à son passé autocratique. La région a connu au cours des 60 dernières années des changements structurels tels qu'une hausse des niveaux d'éducation, d'urbanisation et d'industrialisation qui l'ont rendue plus réceptive et plus propice au changement démocratique qu'elle ne l'avait jamais été auparavant. Les soulèvements du « printemps arabe » qui ont balayé le monde arabe depuis 2011 sont sans précédent dans l'histoire de la région. Ceci n'exclut pas l'émergence d'un équilibre politique dans des pays comme l'Égypte ou le Yémen, semblable à l'équilibre du passé. D'un autre côté, des pays comme la Turquie, l'Albanie, le Bangladesh, la Malaisie et l'Indonésie sont plus susceptibles de braver l'histoire que les pays arabes mais même là, la pauvreté et des institutions civiles peu développées demeurent des obstacles au changement démocratique.

Références

Butler, D. (2006) "The Data Gap: Statistics on scientific investment and performance are lacking across the Muslim world." *Nature*, vol. 444: 26-27.

Chaney, E. (2011) *Democratic Change in the Arab World, Past and Present*. Harvard University Department of Economics and Brookings Institute.

Gellner, E. (1983) Muslim Society. Cambridge: Cambridge University Press.

Kuran, T. (2011) The Long Divergence: How Islamic Law Held Back the Middle East. Princeton: Princeton University Press.

> Réponse à Hassan : Réduire ce qui est complexe à des déficits

Mohammed A. Bamyeh, Université de Pittsburgh (États-Unis), et rédacteur en chef de International Sociology Review of Books



Max Weber (1864-1920). « Depuis Max Weber, la question de savoir pourquoi d'autres gens dans le monde n'ont pas évolué comme en Europe, n'a fait que perdre plutôt que gagner en clarté conceptuelle ».

omme il devrait sembler évident à quiconque, les déficits de « libertés », de « développement » et de « connaissances » sont des concepts bien distincts. Ils sont également complexes : la manière dont on les évalue dépend entièrement de la définition qu'on en donne, laquelle peut sensiblement varier. On peut difficilement imaginer pouvoir traiter de manière satisfaisante ne serait-ce que l'un de ces concepts dans un seul article court, et

encore moins tous ces concepts d'un seul jet, en couvrant l'ensemble du vaste monde musulman à travers dix siècles d'histoire. Il n'est par conséquent pas surprenant que Riaz Hassan non seulement n'apporte ici rien de nouveau, mais ajoute malheureusement à la confusion. Et cela précisément dans une période révolutionnaire où l'on a le plus besoin de nouvelles perspectives, qui soient réalisables. De telles perspectives pourraient après tout exploiter la quantité toujours plus importante des connaissances sociologiques et anthropologiques actuelles sur les sociétés, les institutions et les mouvements musulmans.

Au lieu de faire référence à cette nouvelle littérature, ainsi que l'on pourrait s'y attendre, Hassan reprend d'anciennes positions qui à maintes reprises se sont révélées obsolètes. Pour commencer, depuis Max Weber, la question de savoir pourquoi d'autres gens dans le monde n'ont pas évolué comme en Europe, n'a fait que perdre plutôt que gagner en clarté conceptuelle. Cette question ne commence pas par une réflexion sur la manière dont différentes sociétés ont pu développer des formes d'organisation civile qui fonctionnent, desquelles nous pourrions d'ailleurs tirer des enseignements. Au lieu de cela, cette question commence par être abordée comme un « problème » à résoudre, puisque

ces gens-là ne sont pas comme en Europe. Et même s'il est admis que cette question est une question légitime, la réponse possible, ainsi que Hassan le note judicieusement, peut considérablement varier, c'est pourquoi il faut l'aborder avec attention, nuance et patience. Par exemple, alors même que les historiens spécialistes des sociétés du monde musulman savent bien que les lois économiques de l'islam ont été observées de diverses manières, et ont été ouvertement enfreintes, parfois avec l'agrément explicite de l'establishment religieux lui-même, il est difficile d'admettre que Timur Kuran explique de manière satisfaisante l'ensemble de l'histoire économique islamique : un simple coup d'œil au texte de la loi islamique ne nous dit pas comment elle a été appliquée (ou non) dans la pratique dans des environnements fort différents et à différentes époques (pour des comptes rendus plus nuancés et éclairants, cf. en particulier Gran, Abu-Lughod, Owen, parmi beaucoup d'autres).

Le monde musulman est vaste, ancien, complexe et incroyablement varié. Ceux qui ont cherché à étudier de manière empirique ce monde comme une unité ont généralement découvert que plus ils réunissaient de données, plus il apparaissait diversifié. Par exemple, lorsque Moataz Fattah (2008) a cherché à étudier les attitu-

des des musulmans à travers le monde à l'égard de la démocratie, il a abouti à ce qui à mon avis aurait dû constituer le postulat de départ, à savoir que le monde musulman est composé de plusieurs mondes différents. Hassan fait lui-même apparaître que le monde musulman est varié et ne saurait être considéré comme une unité cohérente en ce qui concerne son propre sujet d'étude, et pourtant, étonnamment, cette observation n'a aucun effet sur son analyse. De manière non moins surprenante, il retient la notion selon laquelle l'Islam est d'une façon ou d'une autre lié à ou responsable d'un déficit de connaissances, alors même qu'il cite deux exceptions récentes à cette tendance (la Turquie et l'Iran). Aucune explication n'est apportée à ces exceptions, pas plus qu'à tout ce qui dans l'exposé de Hassan ne vient pas corroborer ses grandes affirmations finalement simplistes.

Et alors que nous disposons de données probantes qui montrent que le colonialisme a été le tournant à partir duquel les perspectives économiques se sont éloignées de manière décisive. non seulement du monde musulman mais de l'ensemble du monde colonial, en direction de l'Europe, Hassan se contente de citer en les approuvant, sans aucun autre commentaire, ces auteurs qui nient que le colonialisme puisse être jugé responsable de quoi que ce soit. Quand d'autres données montrent une divergence au sein même du monde musulman en ce qui concerne les perspectives démocratiques, Hassan explique cette divergence en adhérant à une autre thèse extrêmement problématique de Eric Chaney: c'est à la culture politique arabe et aux structures sociales arabes qu'il faut attribuer le déficit démocratique dans le monde musulman.

Étonnamment, cette thèse (corroborée par un compte rendu historique tronqué dont on peut d'ailleurs donner une lecture opposée à celle que Hassan donne par l'intermédiaire de Chaney) est mentionnée comme une explication suffisante au manque de démocratie dans le monde arabe, au

moment même où le monde arabe connaît les révolutions démocratiques les plus importantes de l'histoire moderne! Elle est également mentionnée sans considération aucune pour aucun des sondages d'opinion réalisés dans le monde sur les attitudes démocratiques depuis 2001, qui ont généralement fait apparaître l'affinité globale des musulmans avec les attributs essentiels liés à la démocratie. Par exemple, une série de sondages Gallup portant sur les pays à majorité musulmane où vivent 80% des musulmans dans le monde, a mis en évidence le large soutien apporté à des concepts tels que les libertés politiques, la liberté, des systèmes judiciaires justes et la liberté de parole, et que pour la plupart des indicateurs clés, les attitudes des musulmans à l'égard de la démocratie et des libertés différaient peu de celles des personnes interrogées aux États-Unis (cf. Esposito et Mogahed, 2008). Toutes ces données sont ignorées, au bénéfice d'une piètre adhésion empirique à des propositions mal définies.

Dans l'ensemble, lorsqu'on cherche à expliquer des circonstances modernes au regard de traditions historiques, il faut faire preuve d'une extrême prudence, qui n'apparaît pas ici. Les personnes qui vivaient au XIIIe siècle, par exemple, peuvent difficilement être accusées d'un manque d'adhésion aux valeurs libérales telles qu'on les entend aujourd'hui. En revanche, on peut faire une analyse en fonction de ce qui a marché pour elles. Jusqu'à la modernité (quelque soit le moment où on la situe), la guestion de l'ordre social pour les musulmans et les non-musulmans reposait sur des systèmes d'obligations mutuelles qui avaient évolué au cours des siècles, et où l'État avait un rôle nettement moins central qu'aujourd'hui (cf. par exemple Lapidus, 2002). Ainsi, le fait qu'un groupe donné, par exemple celui des érudits religieux, aient eu un rôle clé dans les anciennes cultures civiques n'est pas quelque chose dont on peut discuter de manière satisfaisante dans le contexte de la démocratie moderne. On peut en discuter de manière satisfaisante en tenant compte du fait que des musulmans ont développé des cultures civiques multiples et ouvertes qui ont organisé la vie sociale dans des circonstances et à des époques différentes.

Si l'histoire a un quelconque rôle à jouer dans notre analyse, c'est d'une sociologie historique féconde dont nous aurions besoin et non de formules simplistes. Une telle sociologie historique montrerait comment les musulmans se sont toujours efforcés de donner du sens à leur vie sociale dans des environnements fort différents, et aussi comment ils ont cultivé une approche « conviviale » (suivant l'expression d'Olivier Roy) de la religion. Cette religion conviviale avait incorporé des libertés importantes et l'acceptation de principe d'une tradition plurielle plutôt qu'uniforme. Les musulmans n'avaient pas besoin des enseignements de l'Europe, par exemple, sur le pluralisme. Mais ce principe, ainsi que d'autres libertés liées à la tradition conviviale qui avait partout été la norme pendant des siècles, est tombé en désuétude précisément au moment où l'Europe s'est imposée aux musulmans sous la forme d'administrations coloniales « modernes », auxquelles ont succédé de puissants États postcoloniaux. Cet autoritarisme est moderne, et non ancien.

Comprendre ce riche contexte historique permettrait d'avoir une sociologie historique digne de ce nom qui ait également un lien avec les mentalités actuelles. Mais rien ne prête plus à confusion que de dénoncer les anciens pour ne pas avoir développé de culture démocratique, ou pour ne pas nous y avoir préparés, ou pour ne pas être devenus des Européens suffisamment tôt.

Références

Abu-Lughod, J. (1989) Before European Hegemony. New York: Oxford University Press.

Esposito, J. et Mogahed, D. (2008) Who Speaks for Islam? What a Billion Muslims Really Think. New York: Gallup Press.

Fattah, M. (2008) *Democratic Values in the Muslim World*. Boulder: Lynne Rienner.

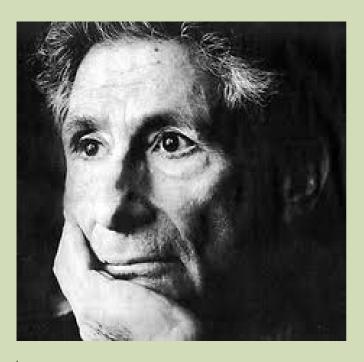
Gran, P. (1979) Islamic Roots of Capitalism: Egypt, 1760-1840. Austin: University of Texas Press.

Lapidus, I. (2002) A History of Islamic Societies. Cambridge: Cambridge University Press.

Owen, R. (1981) The Middle East in World Economy: 1800-1914. London: Methuen

> Réponse à Hassan : Les limites de « l'orientalisme »

Jacques E. Kabbanji, Université Libanaise, Beyrouth (Liban)



Edward Said (1935-2003). « Ainsi que Said l'a exprimé [...] l'Occident se place du côté de la modernité, tandis que l'Orient est aux prises avec ses religions (en particulier l'Islam) et son histoire ».

epuis la fin de l'année 2010, des soulèvements populaires, nés dans les campagnes comme dans les villes, ont éclaté dans de nombreux pays arabes. Bien qu'il soit encore difficile de présager leur issue finale, une chose apparaît clairement : ces soulèvements expriment la détermination des populations dans le monde arabe à rejeter le despotisme et l'autoritarisme comme étant une fatalité. Ils révèlent également qu'au moins de manière partielle un acteur politique commun, « le peuple », est en train de s'affirmer. Bien que ces soulèvements se caractérisent par leur caractère spontané, ils se distinguent également par leur caractère « massif » sur le plan social et politique. En tant que tel, le « peuple » est sorti de « l'état d'impuissance » auquel il avait été condamné par de nombreux spécialistes des sociétés arabes. Ceci, entre autres éléments, constitue une remise en question des traditions académiques les plus profondément ancrées dans le domaine des études sur l'Islam et les sociétés arabes.

Depuis le début des années 60, ces traditions ont été qualifiées d'« orientalisme ». Bien que le terme se soit répandu en 1978 avec la publication de l'ouvrage *Orientalism* d'Edward Said, l'idée remonte en fait à 1963, lorsque Anwar Abdel-Malek publia un article précurseur intitulé « L'orientalisme en crise ». L'orientalisme fait référence à une démarche intellectuelle qui aborde les sociétés orientales d'un point de vue occidental. Leur histoire et leur présent sont interprétés et analysés comme relevant de l'exception et comme autoreproducteurs. Ainsi que Said l'a exprimé, l'orientalisme marque la différence entre l'Occident et l'Orient sur le plan de la culture et de l'essence. L'Occident se place du côté de la modernité, tandis que l'Orient est aux prises avec ses religions (en particulier l'Islam) et son histoire.

Ernest Gellner et Bernard Lewis, deux analystes influents qui ont étudié l'Islam et les sociétés « musulmanes », sont les représentants de cette conception orientaliste des sociétés arabes. D'après eux, la culture (et l'idéologie) islamique et l'histoire particulière de l'Islam sont essentielles pour comprendre la « société musulmane », chacune étant présentée comme spécifique. Lewis, par exemple, porte un jugement sans équivoque : « De nombreux remèdes ont été mis à l'essai – armes et usines, écoles et parlements – mais aucun n'a donné le résultat souhaité. Ici et là ils ont apporté un certain soulagement, et même - pour des secteurs réduits de la population – certains effets bénéfiques. Mais ils n'ont pas réussi à pallier ou même à stopper l'aggravation du déséquilibre entre l'Islam et le monde occidental »1. Selon Gellner, la société musulmane, c'est un État faible doublé d'une forte culture.

La perception des sociétés musulmanes repose par conséquent sur une approche particulière : celle qui considère la religion elle-même – dans ce cas l'Islam – comme le concept clé pour analyser ces sociétés. Cette même approche n'est pas appliquée aux sociétés non musulmanes, celles-ci n'étant pas définies par leur « identité » religieuse. Dans les études savantes, on ne trouvera donc pas de « sociétés chrétiennes » ou de « sociétés bouddhistes » traitées en tant que catégorie d'analyse, si

ce n'est dans des travaux ethnographiques particuliers. Pour valider cette approche qui réduit les sociétés musulmanes à la religion, des données comparatives sont nécessaires. En outre, Weber, qui a inspiré de nombreux spécialistes dans leur conception de la société et de la religion, dit précisément qu'aucune éthique économique n'a jamais été déterminée par la seule religion. Pourquoi, dans ce cas, n'applique-t-on cette règle qu'aux sociétés qui ne sont pas « musulmanes » ?

Une fois qu'on a démontré l'inadéquation des positions « essentialistes » ou « orientalistes », demeure la question de savoir ce qui empêche les sociétés « musulmanes » de réaliser le tournant de la modernité. Tel est habituellement le point de départ de ceux qui conçoivent le développement comme quelque chose de linéaire : si le capitalisme industriel a réussi en Occident (et dans d'autres sociétés aussi), alors pourquoi n'a-t-il pas réussi dans les sociétés arabo-musulmanes ?

Pour répondre à cette question, certains spécialistes ont recours aux réponses apportées par les organismes internationaux. Ainsi, d'après Hassan, le « retard économique » et le « déficit démocratique » sont principalement présents dans les sociétés arabes. Le retard économique n'est pas dû au colonialisme ou à la situation géographique ou à une incompatibilité mais à la « loi islamique » en matière de partenariat et d'héritage. Mais alors, se demandera-t-on, pourquoi les mêmes sociétés qui ont commencé à appliquer des règles de droit positif depuis le XIXe siècle, comme par exemple l'Empire ottoman (Turquie) et, dans une moindre mesure l'Iran, et au XXe siècle encore d'autres sociétés, n'ont-elles pas réussi elles non plus à surmonter ce retard ?

En ce qui concerne le « déficit démocratique », Hassan soutient qu'il est le résultat de structures de contrôle qui ont été développées au cours des siècles qui ont suivi les conquêtes arabes. De ce fait, « cette concentration du pouvoir ainsi que l'existence de sociétés civiles peu développées constituent l'héritage durable de ce cadre institutionnel historique » (Chaney cité par Hassan). Cette thèse pose problème. En premier lieu, elle n'est pas étayée par l'histoire récente. Historiquement, le développement n'a dans la plupart des cas pas été le fruit de structures démocratiques ou d'une « société civile dynamique ». Contrairement à ce que l'on nous dit, des pays comme la Corée du Sud et le Brésil (et dans une certaine mesure la Turquie) ont été forcés de s'engager dans le processus d'industrialisation sous des régimes dictatoriaux, non sans un lourd tribut prélevé sur la vie et les droits des travailleurs. En outre, que dire de la Chine ?

Est-elle conforme à la conception « occidentale » de la « démocratie » et de la « société civile » comme condition sine qua non du développement ?

En second lieu, « la tyrannie de convictions et croyances bien arrêtées » n'entrave pas le « développement ou la modernité ». Il suffit de regarder ce qui se passe dans le domaine du « savoir » et de « l'enseignement supérieur » dans les pays arabes. Des universités américaines, ou du moins le cursus et les méthodes d'enseignement américains, sont en plein essor partout dans le monde arabe. L'anglais américain est la langue hégémonique et le système de valeurs hégémonique. Tout cela se passe dans le cadre de structures de pouvoir non démocratiques et sous la tyrannie exercée par des croyances rigides. En outre, l'Islam, en tant que religion et qu'idéologie, semble bien s'accommoder de cet état des choses.

Il va de soi que l'Islam est un élément central pour appréhender les mondes « musulman » et arabe. Mais il est malheureusement surtout perçu comme une idéologie. Ce qui fait qu'au lieu de permettre une approche impartiale pour étudier la société, il devient un obstacle. Sur le plan de la méthodologie, le monde arabe fait partie d'un système global qui n'admet pas de base strictement nationale pour le développement. Ceci a entraîné de fortes poussées « révolutionnaires » venues de la base : ouverture des marchés, idées qui circulent plus ou moins librement, homogénéisation des institutions et des lieux de travail. Tout processus de développement à l'intérieur de ce système est limité, et l'Islam peut être utilisé par les pouvoirs politiques et économiques pour justifier l'existence et la persistance de ces limites – des pouvoirs qui déterminent également la manière dont l'Islam est présent sur le marché ainsi que dans la sphère publique. D'un autre côté, les révoltes arabes ont montré que les grandes revendications populaires n'ont pas nécessairement un sens religieux, c'est-àdire islamique. Au contraire, les principales revendications démocratiques, politiques et économiques expriment une nette préférence pour un État laïc porteur de justice sociale. C'est pourquoi la tentative d'« islamisation » de la période qui a suivi les révoltes se fait paradoxalement au nom de la justice sociale et des réformes économiques plutôt que de la pleine application de la loi islamique. Les révoltes ont libéré la volonté politique des citoyens ordinaires, ouvrant un nouveau champ pour de nouveaux défis. En tant que spécialistes des sciences sociales, il nous faut affiner nos outils d'analyse dans la mesure où les anciens outils, en particulier ceux apportés par l'orientalisme, ont d'ores et déjà montré leur inadéquation.

¹ Lewis, B. (2002) What Went Wrong? New York: Oxford University Press, pp.151-2.

> La question du genre

dans la Russie d'aujourd'hui

Anna Temkina, Université Européenne de Saint-Pétersbourg (Russie)



Le groupe de punk féministe Pussy Riot interprète une prière punk anti-Kremlin depuis l'autel de la Cathédrale du Christ-Sauveur de Moscou.

u cours de ces 20 dernières années, chercheurs et activistes se sont demandé s'il était approprié d'employer le terme de « genre » dans le contexte russe. Souvent, ils se sont retrouvés dans une impasse, en tentant de saisir quels pouvaient être les projets en matière de genre, sachant qu'en règle générale, les femmes russes ne souffrent pas de discrimination, que l'avortement est légal, que les femmes bénéficient d'une indépendance économique et d'aides sociales. Il existe même une certaine représentation politique des femmes. Bien sûr, de nombreux problèmes demeurent, mais dans l'ensemble, pour la plupart des gens, il s'agit de problèmes personnels, c'est-à-dire de problèmes qui ne sont pas en même temps des enjeux politiques.

Mais depuis l'année dernière, l'attention portée aux questions de genre a pris une forme nouvelle et inquiétante et nous souhaitons donc comprendre ce que cela signifie, et pourquoi cela arrive. À noter cependant que jusqu'à présent ces questions n'avaient pas été portées à la connaissance du public.

> L'égalité hommes-femmes, une menace d'ordre moral

Commençons donc par le terme de « genre ». Discrètement, sans que beaucoup d'experts n'en aient même conscience, le « genre » a peu à peu fait son entrée dans le discours politique. Et pas seulement dans les domaines où il est le plus pertinent, comme par exemple dans les débats sur la législation relative à l'égalité entre hommes et femmes. De manière plus significative, le genre est entré là où l'on ne s'y attendait pas et où il est passé largement inaperçu, à savoir dans le discours religieux. De surcroît, il y est entré accompagné d'une nette connotation négative, comme symbole de ce qui est étranger et importé d'Occident. Il a été perçu comme une menace et une remise en question.

Cela est clairement apparu à l'occasion du débat qui s'est tenu à la Douma au sujet de la Loi sur l'égalité entre hommes et femmes. Cette loi, qui sera vraisemblablement adoptée, est passée relativement inaperçue et a eu une influence limitée, mais dans les milieux religieux, elle a été perçue comme une menace majeure. À en croire les responsables religieux, ils ne rejettent pas le principe même de l'égalité mais considèrent qu'il n'appartient pas à la loi de statuer sur la question du genre. Ainsi considèrent-ils le « genre » comme une menace, quand bien même la loi, si elle est adoptée, aura peu d'influence et ne sera appliquée que sur une base volontaire.

Quelle est donc cette menace que représente le « genre », au niveau conceptuel et pratique ? Dans cette deuxième décennie du XXIe siècle, pourquoi et pour qui l'égalité hommes-femmes est-elle si dangereuse, alors même qu'elle a longtemps été la norme dans de nombreux secteurs (mais pas tous) de la société russe ? Paradoxalement, l'égalité hommes-femmes est devenue un problème politique, non pas parce qu'il n'y en a pas suffisamment (quoique cela soit également vrai) et qu'il faut lutter pour l'assurer, mais parce que les forces qui la perçoivent comme une menace d'ordre moral en ont fait un problème politique.

> Une politique symbolique de restriction des avortements

En deuxième lieu, un débat – passé inaperçu auprès de l'opinion publique – a eu lieu à la fin de l'année 2011, au sujet d'amendements à la Loi sur la Protection de la Santé, qui visent à considérablement restreindre l'accès à l'avortement. Ceci a poussé certaines organisations féministes à lancer une campagne sur Internet et même à porter la protestation dans la rue. Au bout du compte, la plupart des amendements ont été rejetés, mais pour des raisons qui ne sont pas tout à fait claires. Assurément, un groupe de manifestants défilant avec des banderoles ne peut pas avoir eu une telle influence politique. Les délibérations au sujet des amendements ont été difficiles – avec une dose importante d'irrationalité, de moralisation, d'incohérence et d'ambiguïté terminologique. Des démographes, des sociologues et des médecins ont une fois de plus expliqué que le meilleur moyen de réduire le nombre d'avortements passe par la contraception moderne plutôt que par la prohibition. Mais rien de bien nouveau de ce côté-là.

Les questions à l'ordre du jour en matière de genre – et le thème de l'avortement se trouve au centre de ces questions, celles-ci étant axées sur l'affrontement entre droits des femmes et droits du fœtus ainsi que sur l'affrontement entre contrôle et responsabilité d'ordre privé et d'ordre public – ont une charge symbolique qui ne cesse de s'accroître, mais peuvent aussi avoir des conséquences réelles de plus en plus importantes. Des lois de ce type concernant l'avortement ont une dimension économique et sociale, avec des conséquences différentes pour les différentes classes sociales. Les couches inférieures de la société sont nettement plus touchées par de telles lois que les couches supérieures, plus habituées à avoir recours à la contraception et qui, dans tous les cas, peuvent toujours payer pour un avortement. Toujours est-il que la controverse sur

l'avortement est une autre question centrale à l'ordre du jour des questions de genre. Ainsi, en septembre 2012, des membres du Parlement de Saint-Pétersbourg ont-ils délibéré sur d'éventuelles modifications de la Constitution visant à doter l'embryon humain de droits.

> L'assimilation de l'homosexualité à la pédophilie

En troisième lieu, il y a la loi interdisant la publicité mettant en valeur l'homosexualité et la pédophilie parmi les plus de 18 ans. D'après cette loi, le soutien à la pédophilie est mis sur le même pied que le soutien à l'homosexualité. La *Gay Pride* est un exemple de promotion de l'homosexualité qui devrait ainsi être interdite par la loi. On retrouve dans cette loi, promulguée par certaines régions, y compris à Saint-Pétersbourg en 2012, le même manque de logique et les mêmes ambiguïtés terminologiques que dans les deux précédentes. Elle ne semble pas fondée sur le plan juridique et a suscité débats et protestations sur Internet.

Mais c'est sa signification symbolique qui est encore plus importante. Quand bien même la loi ne pourrait être appliquée, elle n'en a pas moins de graves conséquences concrètes. Elle est bel et bien conçue pour stigmatiser les homosexuels comme corrompant les enfants au même titre que les pédophiles. Dans la pratique, cela donne la possibilité de poursuivre certains homosexuels ou collectifs LGBT jugés politiquement « non fiables ». En même temps, une loi de ce type complique la lutte effective contre les problèmes réels et complexes liés à la pédophilie et aux actes de violence. Ce qui fait penser que ceux qui soutiennent la loi ne connaissent pas bien le sujet ni les travaux scientifiques qui s'y rapportent. Il n'y a aucune raison pour que cette loi soit adoptée maintenant ou dans cette version en particulier, qui n'est pas sans rappeler les lois de l'ère stalinienne, encore que sous une forme plus modérée. Elle ne provoque ni l'intérêt ni la mobilisation d'un large public.

> D'une loi irrationnelle à un État coercitif

Mettre à l'ordre du jour les questions de genre par le biais de ces lois n'est pas nouveau. Reviennent ainsi en mémoire des tentatives menées antérieurement par la Commission de la Douma sur l'Enfance, la Maternité et la Famille pour condamner le mariage civil. De cette façon, la sexualité, la reproduction, l'égalité, tout ce qui touche la relation entre les sexes devient une menace. Mais pourquoi donc ? Et pour qui ? De quoi est-il question exactement ? Est-il question de réduire le nombre d'avortements, ou bien de les condamner ? L'objectif est-il de renforcer la famille ou bien de ramener la femme dans le champ de la famille, limitant ainsi les autres options ? S'agit-il d'élaborer une politique sociale pragmatique qui permette à de nombreuses femmes d'avoir plus d'enfants ? L'idée est-elle d'éradiquer la pédophilie ? Ou bien de prendre en compte la complexité du monde, l'impossibilité de trouver des solutions simples ou l'inefficacité de telles solutions? Des efforts sont-ils réalisés pour impliquer des experts et organiser des débats publics? Ou s'agit-il de mettre au point une arme discursive symbolique sans se soucier des ressources nécessaires ou des conséquences matérielles? Une telle arme ne requiert que des arguments d'ordre moral basés sur la spiritualité et les particularités russes, les mesures de prohibition légales n'ayant plus qu'à suivre de manière « automatique ». Un minimum de logique juridique, assortie d'arguments solides, fait ici défaut.

Lorsque les arguments ne suffisent pas, c'est la force qui vient combler le vide. Aborder le « genre » comme un « Autre » menaçant, quelque chose d'obscur, de vague, de confus et sans limites, vient justifier une réaction qui elle aussi est menaçante, obscure et mal définie. La force (tout comme la loi) peut être appliquée de manière sélective. Notre histoire est riche d'enseignements à ce sujet.

En 2012, Pussy Riot, un collectif féministe de punkrock qui organise à Moscou des *performanc*es artistiques impromptues et politiquement provocatrices, a fait son entrée sur la scène politique en mettant en évidence un ensemble d'oppositions – le laïc par rapport au religieux, la tradition par rapport à la postmodernité et au féminisme, et en se positionnant même contre Poutine. Les membres de Pussy Riot ont soulevé des questions sur qui punir, que punir et comment punir, et sur les limites du recours à la force.

En parallèle, un ensemble de contradictions, dont la signification politique est exactement à l'opposé, se manifeste d'ores et déjà dans le discours spirituel et religieux. Ces contradictions étaient en fait présentes dans les débats autour des trois lois évoquées précédemment, mais sont passées inaperçues du public. En revanche, l'initiative de Pussy Riot a été nettement plus remarquée et a suscité des réactions extrêmes dans la presse ainsi que des représailles publiques à l'encontre de ce collectif de punkrock. Trois de ses membres ont été déclarées coupables de hooliganisme et condamnées à deux ans de prison. C'est la force qui prime lorsque les arguments se révèlent insuffisants et, surtout, en l'absence de limites claires à l'influence d'institutions religieuses dans un État laïc – en particulier, de limites à leur influence sur les politiques sociales concernant la santé publique, la reproduction, la sexualité et les questions de genre.

> Pour une véritable politique de genre

En Russie, de nombreuses études ont démontré que les politiques sociales actuelles d'aide aux mères de famille

ont des effets très limités (y compris la politique démographique en faveur de la natalité, qui offre une prime à la naissance d'un deuxième enfant) et, qui plus est, ne répondent pas aux besoins réels des jeunes femmes et de leurs familles. Les femmes critiquent le gouvernement pour la mauvaise organisation des soins de santé reproductive et infantile et de la scolarisation de leurs enfants. Ainsi, de nombreuses femmes, vivant seules ou en couple, depuis longtemps sorties du cadre de l'emploi rémunéré, ou refusant d'avoir des enfants (ou du moins plus d'un enfant), consacrent une grande partie de leur temps à lutter contre la bureaucratie pour obtenir des prestations suffisantes pour leurs enfants. Demain, elles devront, tout comme leurs mères l'ont fait, se battre seules pour résoudre le problème de la prise en charge de leurs parents âgés et malades. Elles ne reçoivent pas et n'attendent pas d'aide adaptée de l'État, quoique, paradoxalement, elles ne perdent pas l'espoir d'en recevoir un jour. Elles ne connaissent que trop bien leurs difficultés mais la question est de savoir si elles les perçoivent en termes d'inégalité entre les sexes, et dans quelles conditions elles pourraient poser le problème de leur dépendance persistante vis-à-vis de l'État, de leurs compagnons et des réseaux familiaux.

Jusqu'à présent, il n'a pas été établi de lien entre le mécontentement massif des citadins modernes et le caractère sexué des problèmes sociaux et des politiques sociales. Il apparaît pourtant clairement que des solutions potentielles à des problèmes si complexes et qui mobilisent d'aussi importantes ressources requièrent une politique sociale et familiale (c'est-à-dire de genre) énergique et sensée ainsi qu'une participation effective des citoyens aux décisions. Mais les jeunes citadines, qui n'ont pas confiance dans l'État et ne veulent pas en être tributaires, dépendent tout de même encore des politiques sociales de celui-ci dans la mesure où elles tentent de trouver un équilibre acceptable entre travail et vie familiale.

Tant que cette politique n'est pas mise à l'ordre du jour et n'annonce rien de nouveau – c'est-à-dire, tant que les politiques mises en place ne prendront pas en compte les intérêts de différents groupes et leur représentation – on ne peut qu'intervenir dans des domaines précis (pour déplacer le soutien entre les différents groupes ou les différents problèmes, comme c'est le cas avec la démographie familiale), moraliser (dans le cas de l'homosexualité ou de l'avortement) ou employer la force (dans le cas de Pussy Riot). Lentement mais sûrement, est mise au point une politique anti-genre, où la chute du taux de natalité, le niveau élevé des avortements, l'instabilité familiale, l'homosexualité et les droits des minorités sont tous mis sur le compte du « genre », un concept insidieux qu'on attribue aux influences occidentales et à ceux qui les défendent en Russie. ■

> Perspectives pour la sociologie publique en Ukraine

Lidia Kuzemska, Université de Lviv (Ukraine)



À l'Académie Mohyla de Kiev, des sociologues ukrainiens réunis à l'occasion de la Conférence sur la Sociologie Publique. De gauche à droite : Svitlana Oksamytna, Valeriy Khmelko, Volodomyr Paniotto (debout), Andrii Gorbachyk, Evgeni Golovakha (au micro) et Iryna Bekeshkina.

'est avec des sentiments partagés que je suis sortie de la conférence sur les difficultés de la sociologie publique en Ukraine, organisée conjointement par l'Académie Mohyla et l'Université nationale Taras Shevchenko de Kiev le 28 mai 2012, avec le Président de l'ISA, le Professeur Michael Burawoy, comme conférencier d'honneur. M. Burawoy a fait une brève présentation de son modèle bien connu des quatre types de sociologie, en insistant sur l'importance de la sociologie publique comme moyen de survie pour la sociologie. Il a fait valoir que la sociologie publique rend les sociologues et la sociologie responsables

devant la société. Par conséquent, en apportant dans le débat public des questions importantes, elle donne également à la sociologie une légitimité. En résumé, la sociologie publique part du principe qu'il y a, d'une part des sociologues qui veulent partager leurs connaissances, et d'autre part des publics prêts à entendre ce que dit la sociologie (et même à l'utiliser).

La table ronde qui a suivi a réuni plusieurs sociologues ukrainiens de premier plan ainsi qu'une collègue russe, Elena Trubina. Ils ont débattu sur le thème « Quel sens cela a-t-il de pratiquer la sociologie publique en Ukraine ? », s'accordant sur l'analyse des obstacles au développement de la sociologie publique, mais divergeant quant au pronostic sur son avenir. En ce qui concerne les difficultés, tous les intervenants ont signalé que la sociologie ukrainienne présente une déficience en matière de responsabilité et de légitimité. La nette prédominance de l'expertise sociologique [policy sociology], considérée comme une source de gain financier, limite sa responsabilité devant des publics plus larges, tandis que la sociologie publique est souvent perçue comme une approche simplifiée de la science à l'usage d'un public en grande partie indifférent. En outre, de faibles aptitudes à s'exprimer en public ainsi qu'un langage compliqué rendent le contact entre les sociologues et les publics - par exemple, avec les journalistes, qui exigent des réponses courtes et rapides - relativement difficile pour les uns comme pour les autres. Dès lors, le public à la fois ignore les réalisations de la sociologie ukrainienne et ne s'y intéresse pas, et la sociologie ukrainienne n'a pas la confiance en soi ou la légitimité suffisantes pour obtenir un soutien financier ou moral.

Il était difficile de ne pas partager un tel pessimisme, mais j'ai été rassurée par ceux qui, en Ukraine, font véritablement de la sociologie publique. Parmi eux, on trouve des sociologues réputés et expérimentés, comme Evgeni Golovakha et Iryna Bekeshkina, qui interviennent régulièrement à la télévision et dans la presse, ainsi que de jeunes chercheurs, comme ceux issus de l'Académie Mohyla de Kiev, qui ont créé le magazine Spil'ne (Les Communes) et parcourent le pays pour débattre de leurs articles avec différents publics. Leur activité prouve que la sociologie publique en Ukraine existe bel et bien. Pour le moment, néanmoins, elle se limite essentiellement à l'initiative de personnes isolées ou de petits groupes et elle aurait beaucoup à gagner d'une plus grande visibilité et d'un engagement plus important, en particulier de la part de la jeune génération des sociologues. L'ouverture et la visibilité de la sociologie, tout comme l'utilité de ses résultats pour différents publics sont nécessaires au développement de la sociologie en Ukraine. Sans cela, elle se retrouvera bloquée avec des ressources financières et humaines limitées.

En outre, la sociologie publique peut constituer un soutien efficace pour une société civile autonome. Nous pouvons (et donc nous devons !) changer l'image de notre pays en dialoguant et en travaillant avec les publics au sujet de leurs problèmes, de la même manière que les médecins essaient de découvrir des processus latents cachés sous les apparences ordinaires — pour reprendre la métaphore du Professeur Yuri Yakovenko. Avec l'aide des nouvelles technologies, d'idées créatives et d'initiatives de la jeunesse, la sociologie publique ukrainienne peut aller de l'avant. Espérons que cette conférence nous mènera sur cette voie.

> Roumanie : L'hiver du mécontentement

Cătălin Augustin Stoica et Vintilă Mihăilescu, École Nationale des Sciences Politiques et Administratives (SNSPA), Bucarest (Roumanie)



d'appeler des « types futés »). Qui plus est, des entreprises privées ont à nouveau dénoncé publiquement le

Des manifestants sur la Place de l'Université, dans le centre-ville de Bucarest, en janvier 2012. Photo de Vlad Petri.

à nouveau dénoncé publiquement le comportement de prédateurs mus par la recherche du profit – des agents publics et autres personnalités de la classe politique.

e spectre de la crise financière internationale a été largement ignoré par les responsables politiques roumains, occupés comme ils l'étaient à faire campagne pour les élections législatives et l'élection présidentielle de 2008 et 2009. Pourtant, au début de l'année 2010, la Roumanie était proche de l'effondrement économique. Pour l'éviter, le gouvernement et le Président Băsescu ont fait appel au FMI et à l'Union européenne, qui ont accordé des prêts à la Roumanie à des conditions extrêmement strictes. Dans ce contexte, en mai 2010, le gouvernement roumain de centredroit a adopté une série de mesures d'austérité drastiques : les salaires des employés du secteur public ont été réduits de 25%, certaines retraites taxées, les prestations sociales réduites, la TVA augmentée de 19 à 24%, et des milliers de fonctionnaires licenciés. La crise économique,

conjuguée aux mesures d'austérité, a eu un effet dévastateur sur le secteur privé roumain et fait fuir les investisseurs étrangers potentiels.

En cette période de difficultés économigues, d'anciens maux que l'on croyait oubliés ont refait surface. Malgré certains changements importants du cadre juridique visant à lutter contre la corruption, la plupart des Roumains se sont - à nouveau - lassés de la corruption massive qui sévit parmi les responsables politiques et au niveau des institutions publiques. Des informations diffusées dans les médias ainsi que des rapports provenant d'organisations non gouvernementales ont révélé l'existence de nombreuses transactions douteuses (et souvent particulièrement scandaleuses) parmi des représentants (élus) locaux ou nationaux et de grands entrepreneurs proches de la classe politique (ce qu'il est convenu

En 2010 et 2011, syndicats et autres organisations de la société civile ont protesté contre la politique du gouvernement de centre-droit, sans parvenir jusqu'au début de l'année 2012 à mobiliser de manière significative la population roumaine. En janvier 2012, et durant plus de trois semaines, des milliers de Roumains sont descendus dans la rue, à Bucarest et dans une cinquantaine d'autres villes du pays, pour protester contre la démission de Raed Arafat, un médecin roumain d'origine palestinienne qui avait contribué à fonder le Smurd (le service national de médecine d'urgence) – un service considéré comme un modèle des meilleures pratiques à l'échelle européenne. Le Dr. Arafat a présenté sa démission à la suite d'un affrontement télévisé avec le Président roumain, Traian Băsescu. Ce dernier soutenait l'adoption d'un nouveau projet de loi sur la santé, qui créait les conditions propices à une privatisation du système national des urgences médicales. Les protestations ont pris de court à la fois l'ancien gouvernement de coalition, les partis de l'opposition et les experts puisque la plupart pensaient que « la polenta

Et l'imposant dispositif policier déployé pour contrôler les manifestants.

Photo de Vlad Petri.

n'explose pas ». Selon *The Economist* (qui titrait dans son édition du 16 janvier 2012 : « Émeutes en Roumanie : La bataille de Bucarest »), c'est par cette « formule lapidaire que les Roumains [décrivent] l'attitude d'acceptation résignée caractéristique des habitants du pays ».

La démission de Raed Arafat a été l'événement déclencheur, mais les revendications des manifestants concernaient toute une série de problèmes : les mesures d'austérité adoptées par le précédent gouvernement de centre-droit, la crise économique actuelle, le sentiment d'une corruption généralisée de la classe politique, l'indifférence présumée de l'ancienne coalition gouvernementale face aux besoins et difficultés de la population. Certains analystes roumains et étrangers ont considéré ces manifestations comme la version roumaine du mouvement des indignados, et ce pour plusieurs raisons. Premièrement, les motifs de mécontentement des Roumains étaient très divers, allant des retraites aux soins de santé, des droits de la femme aux allocations familiales, des salaires aux questions environnementales. Deuxièmement, les manifestations roumaines ont été soutenues par des manifestants issus de divers milieux sociaux. Sur la Place de l'Université de Bucarest comme dans d'autres villes, les foules de manifestants comptaient des retraités, des étudiants, des chômeurs, des employés de multinationales, des hooligans du football (ou ce qu'il est convenu d'appeler des « ultras »), d'honorables professeurs d'université, des féministes, des sympathisants de partis d'extrême-droite et/ou populistes, des radicaux d'extrême-gauche, des jeunes branchés et des sans-abri. Troisièmement, la mobilisation s'est principalement faite par le biais de l'Internet, des réseaux de téléphonie mobile et de la télévision. Quatrième-



ment, certains des sujets de mécontentement avaient un caractère mondial ou transnational (par exemple. les questions liées à l'environnement, les droits de la femme, la politique du FMI et le comportement irresponsable des institutions financières). Cinquièmement, un certain nombre de motifs de mécontentement ont été directement empruntés (en anglais) à l'arsenal symbolique des indignados et du mouvement Occupy Wall Street. Mais surtout, en Roumanie comme partout ailleurs dans le monde, les manifestants étaient unis par leur critique et rejet explicites de l'ensemble de la classe politique actuelle.

Des personnalités importantes de l'ancien gouvernement de centredroit ont tenté de minimiser l'importance de ces évènements et traité les manifestants de « miséreux ineptes et violents », de « vers de terre » ou encore de « névrosés ». À la fin du mois de janvier, le Premier ministre Emil Boc a cependant démissionné, le projet de nouvelle loi sur la santé a été retiré, le Dr. Arafat réintégré à son poste de sous-secrétaire d'État au Ministère de la Santé, et le nouveau gouvernement a annoncé qu'il tenterait d'augmenter les salaires des employés du secteur public. Le nouveau gouvernement de centre-droit n'a duré que quelques mois, avant de tomber à la suite d'une motion de censure déposée par l'opposition. Quoique, d'un point de vue quantitatif, les manifestations en Roumanie

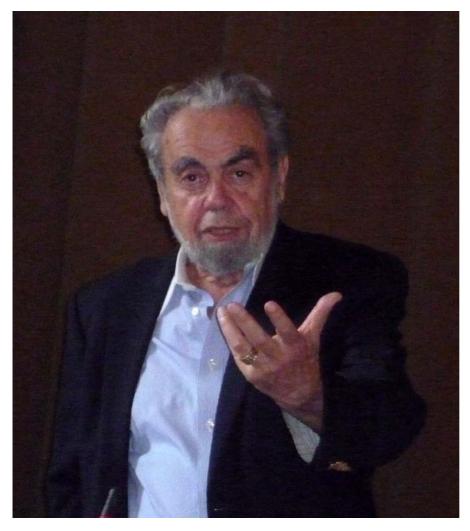
aient rassemblé un nombre bien plus réduit de personnes qu'en Espagne, leur impact a été considérable. De l'avis de certains analystes, les évènements de janvier 2012 marquent le début d'une nouvelle ère de participation civique en Roumanie.

Avec d'autres collègues roumains (des sociologues, des anthropologues et des spécialistes des médias), nous avons publié un livre sur les manifestations de janvier 2012 - L'hiver de notre mécontentement : Les manifestations de janvier-février 2012 en Roumanie. Certains affirmeront sans doute qu'il est trop tôt pour mener une analyse approfondie des évènements de janvier 2012. Nous soutenons néanmoins qu'il n'est pas trop tôt pour aborder les récentes manifestations du point de vue de la sociologie publique. Dans ce contexte, ce volume vise à atteindre un large public en apportant une analyse sociologique des problèmes qui touchent l'ensemble de la société ainsi qu'une plateforme de dialogue pour ceux qui ont été témoins des récentes manifestations ou qui y ont participé. Nous n'avons aucunement essayé de tirer des « conclusions générales » de ces évènements, mais, dans la lignée de la sociologie publique de Michael Burawoy, notre objectif est simplement d'offrir différents points de vue et opinions sur les manifestations. Les lecteurs intéressés par ce volume peuvent le consulter en anglais sur notre site web:

http://www.proteste2012.ro/en.html

> La sociologie roumaine au-delà de la mondialisation

Ioana Florea, Université de Bucarest, et Delia Badoi, Université de Bucarest (Roumanie) et EHESS Paris (France)



Michael Cernea, de l'Université George Washington (États-Unis), revient en Roumanie afin de recevoir un prix prestigieux pour l'ensemble de ses contributions à la sociologie.

ans le milieu universitaire, le mois de juin est réputé être un mois riche en évènements. entre examens et évaluations, dates limites pour soumettre les projets de recherche, dépôts de candidature aux universités d'été et conférences de fin d'année. S'inscrivant dans cette tradition, le mois de juin 2012 a bien commencé à Bucarest, avec la conférence internationale de la Société des Sociologues Roumains (SSR) qui s'est tenue à la Faculté de Sociologie et de Travail Social de l'Université de Bucarest. La SSR, qui a été fondée en 2008, est

un organisme professionnel en plein essor, qui regroupe dans plus de 30 groupes de travail et sections à la fois des chercheurs confirmés et de ieunes chercheurs en sciences sociales issus de tous les départements de sociologie du pays. Depuis 2008, sont apparus des débats de plus en plus nombreux sur l'aspect public de la sociologie roumaine, en particulier à l'occasion des rencontres annuelles de la SSR à Cluj-Napoca, et, plus récemment, à Bucarest. Cette année, l'objectif principal de la conférence a été de dresser un bilan du rôle et de l'utilité de la sociologie dans la vie sociale. Parmi les autres

thèmes abordés, figurait la question de savoir ce que les chercheurs peuvent véritablement faire avec leurs connaissances sociologiques et comment nous pourrions être à l'origine de politiques meilleures qui seraient fondées sur la recherche sociologique.

Sous l'intitulé « Au-delà de la mondialisation ? », la conférence s'est transformée en tribune pendant trois jours de débats - ainsi que cela avait été prévu et ainsi que toute manifestation scientifique devrait être. L'un des premiers débats a porté sur le point d'interrogation utilisé dans le titre - pourquoi y-a-t-il un point d'interrogation, quel sens lui attribuer, nos vies en société ont-elles été transformées « au-delà de la mondialisation », et qu'y a-t-il véritablement audelà de la mondialisation ? Comme dans tout bon débat, ces questions sont restées ouvertes.

Les séances plénières qui ont ouvert la conférence ont entraîné une autre série de débats. Les Professeurs Michael Burawoy (Université de Californie, Berkeley), Lazăr Vlăsceanu et Marian Preda (Université de Bucarest) ont lancé les débats au sujet de la sociologie publique — pourquoi en a-t-on besoin et qui en a besoin, quels sont ses liens avec les autres « sociologies », à quoi peut-elle contribuer et comment. Et, concernant le

débat initié par Michael Burawoy et l'enjeu pour la sociologie roumaine, les sociologues sont-ils vraiment capables de s'adresser à la population, et si c'était le cas, en quoi cela pourrait-il influer sur la sociologie ? C'est le Professeur Lazăr Vlăsceanu, Président du comité scientifique de la SSR, qui a lancé le débat sur la sociologie publique roumaine en affirmant qu'en Roumanie, la sociologie n'a pas réussi à impliquer le public et à relier le savoir des sociologues avec la vie des gens.

Aujourd'hui, on observe un courant de plus en plus critique et réflexif concernant la façon dont la sociologie en tant que discipline scientifique répond aux besoins sociaux de la Roumanie. Dans ce contexte, la table ronde présidée par Michael Burawoy sur la sociologie publique a suscité beaucoup de débats intéressants sur la situation réelle de la sociologie académique (professional sociology) en Roumanie, et beaucoup de critiques concernant le rôle public de la sociologie roumaine. La sociologie publique en Roumanie apparaît, d'un côté, marginalisée et, de l'autre, souhaitable parce que les sociologues devraient pouvoir communiquer avec la population. Lorsqu'on se met à débattre sur le sens et l'existence d'une sociologie publique aboutie, il est important de considérer les héritages de la sociologie nationale. Aussi le sociologue Michael Cernea a-t-il rappelé au cours de la table ronde qu'il présidait que la Roumanie a une tradition de sociologie publique - la sociologia militans élaborée en 1921 par Dimitrie Gusti au sein de « l'École de Sociologie Roumaine ».

Certains sociologues roumains ont recherché si la sociologie publique figurait dans l'histoire de la théorie sociologique en Roumanie. Dans une certaine mesure, la sociologie roumaine a été confrontée au problème de relier la théorie sociale à la pratique sociale (selon les termes de Wright Mills). Peut-être nous faut-il d'abord créer un lien plus étroit entre la recherche empirique et la théorie sociale, et de

cette manière, créer en Roumanie une sociologie académique solide, comme fondement d'une véritable présence publique. Si le problème en Roumanie est que les sociologues n'ont pas créé de sociologie publique, c'est parce que la Roumanie n'a pas de sociologues qui participent à la sphère publique, participation qui pourrait susciter ou approfondir les débats correspondants au niveau scientifique. Ainsi que l'a exprimé Michael Burawoy, « les sociologues ne sont présents qu'en période électorale, après quoi ils disparaissent ». Il est clair que telle n'est pas la bonne voie vers une sociologie publique dynamique!

Les défis qui se posent à la sociologie publique sont un problème, pas seulement en Roumanie mais dans tous les pays. Comme ailleurs, il peut être relativement risqué d'apparaître publiquement face à une sociologie académique qui craint les débats scientifiques publics. L'existence d'une tension permanente entre sociologie académique et sociologie publique rend plus difficile la participation des sociologues dans la sphère publique. De toute évidence, nous ne parlons pas seulement de participer mais aussi d'intervenir afin de créer du changement social. Les sociologues roumains présents se sont également intéressés à cette question : « La sociologie peutelle être à l'origine de mouvements sociaux ? ». Suivant le concept d'« intervention sociologique » d'Alain Touraine, les sociologues engagés dans le débat public doivent également comprendre que la sociologie ne peut pas transformer le monde mais seulement contribuer à comprendre son fonctionnement. Une sociologie publique aboutie est étroitement associée à la sociologie académique et a pour tâche de traduire les questions sociologiques dans un langage accessible aux différents publics.

Le Professeur Jean-Claude Kaufmann (Université René Descartes, Paris V) a animé nos discussions sur la question de la formation de la normalité et des normes, en reliant l'approche au niveau macro sur la mon-

dialisation aux observations au niveau micro de la vie quotidienne. Le Professeur Michael Cernea a présenté une version personnelle de l'histoire de la sociologie roumaine, doublée d'un bilan de sa participation à des projets de la Banque mondiale – ouvrant ainsi la voie à des débats sur les enjeux de l'opposition ancien/nouveau, local/ global au niveau de la sociologie et des politiques sociales. Le Professeur Marian Preda a animé un débat sur les risques sociaux et les inégalités sociales qui menacent au-delà de la mondialisation - les dettes d'hier et d'aujourd'hui que les générations futures auront à payer, les changements démographiques et les dangers de la société de consommation.

En traitant de tels sujets dans les discours d'ouverture, et avec des participants qui, dans l'imposante salle de conférence où se sont tenues les séances plénières, n'ont pas eu peur de poser des questions, y compris à des professeurs de renom, vous pouvez imaginer la vague des débats qui s'est propagée tout au long de la conférence! Chaque groupe de travail (et il y en avait près de 40!) avait en outre prévu une séance de « questions/réponses », à l'origine d'une nouvelle vague de débats.

Enfin et surtout, les jeunes chercheurs présents à cette conférence ont su tirer profit de cette rencontre internationale - une rencontre entre universitaires venus non seulement de tout le pays mais aussi du monde entier. Pour des étudiants roumains dont l'accès aux ressources universitaires est limité, il s'agissait là d'une occasion spéciale et rare. De nouveaux groupes de travail ont été constitués dans le cadre de la SSR. De nouveaux projets de recherche, ouvrages et articles en collaboration ont été projetés. La conférence a également été l'occasion de sévèrement critiquer le monopole exercé par le Web of Knowledge (réseau du savoir) de l'ISI dans l'évaluation des publications scientifiques. En tant que jeunes chercheurs en sciences sociales, nous avons bien sûr fort apprécié ces débats critiques!

> CriticAtac Un manifeste anticani

Un manifeste anticapitaliste en provenance de Roumanie

Victoria Stoiciu, Ciprian Siulea, Mihai Iovanel, Ovidiu Tichindeleanu, Costi Rogozanu, Florin Poenaru et Vasile Ernu, tous représentant CriticAtac



Michael Burawoy fait la connaissance de Victoria Stoiciu, Vasile Ernu et Ciprian Siulea, membres de CriticAtac.

C'est à l'occasion d'un voyage en Roumanie que le rédacteur en chef de *Dialogue Global* a rencontré *CriticAtac*, un collectif ouvert et entreprenant. En collaboration avec le département de sociologie de l'Université de Bucarest, *CriticAtac* a organisé un colloque sur « Le marxisme après le communisme », qui a fait salle comble. Voilà qui semble un remarquable point de départ pour cette partie du monde où le marxisme a été profondément discrédité en raison de son passé soviétique.

riticAtac est un collectif social, intellectuel et politique fondé en septembre 2010 à Bucarest. Idéologiquement, nous sommes de gauche mais nous ne représentons pas de courant idéologique et ne passons pas notre temps à nous complimenter les uns les autres sur le caractère brillant et concerté de notre raisonnement. L'un de nos principaux objectifs de départ était de créer quelque chose de nouveau

dans un espace public quelque peu usé, confus, routinier et autoritaire, et c'est là l'une des raisons de notre diversité.

CriticAtac n'est pas un collectif universitaire, bien que nous ayons des liens avec l'université. Nous avons une plate-forme électronique www.criticatac.ro, mais nous allons également au-delà de l'espace du Web et organisons des rencontres, des séminaires et des débats dans les universités. En novembre 2011, nous avons organisé le Forum Social Roumain, qui a réuni les principaux groupes et mouvements sociaux de Roumanie pour débattre de questions essentielles pour notre société : biens publics, formes de protestation, démocratisation. Nous nous battons pour que les gens s'engagent sur les questions sociales et politiques et pour attirer de nouveaux publics vers une sphère publique qui est actuellement au bord de l'effondrement. Trop de gens n'ont pas de voix ni de représentation, alors qu'on laisse toujours la même minorité « établir l'ordre du jour ».

En tant que défenseurs enthousiastes du marché, les intellectuels roumains d'aujourd'hui qui appartiennent au courant dominant ont appris comment distraire la population et perpétuer un marché culturel captif

qui ne mène nulle part. Nous avons un « libre marché » intellectuel où les critères de réussite les plus répandus sont hérités du passé et basés sur des ententes oligopolistiques. Pour ce qui concerne les thèmes, nous nous trouvons également sérieusement paralysés : anticommunisme, obsession de « l'occidentalisation », pro-capitalisme compulsif et élitisme agressif apparaissent comme les thèmes bovarystes qui ne nous ont mené nulle part au cours des 20 dernières années après la chute du régime communiste, en partie parce qu'ils ne sont pas censés nous mener quelque part.

Nous avons parlé des principaux sujets qui se trouvent à l'ordre du jour des pouvoirs publics ainsi que des sujets que nous considérons comme fondamentaux pour notre société : l'égalité, le droit individuel et sociétal de suivre sa propre voie, les discriminations et les privilèges, les inégalités et l'égalité des chances, les relations entre employeurs et salariés, celles entre la société et l'État, l'avenir du système politique, et bien d'autres sujets encore. Nous entendons en outre débattre de tout cela d'une manière qui soit adaptée et accessible. Mais nous ne sommes pas intéressés par l'activisme de façade anti-entreprises, l'« environnementalisme » fanatique ou l'anticonsumérisme à la mode qui ne reposent sur aucun argument solide.

Nous ne voulons pas participer à la politique partisane. Les limitations et le ritualisme du système politique actuel sont si profondément ancrés qu'on ne peut faire de véritable politique qu'en dehors de son champ. Nous voulons avoir un impact politique extérieur aux autorités en place mais pas en tant que société civile qui flirterait avec le système politique ou qui suggèrerait de façon condescendante aux partis des politiques publiques ou des stratégies politiques opportunistes. Tout cela relèverait de manœuvres de haut niveau et méconnaîtrait l'importance de séparer le civil du politique. Au lieu de cela, nous visons à introduire dans l'équation politique ce dont nous avons besoin de toute urgence, à savoir l'idée que la démocratie représentative doit représenter tout le monde et que la politique ne doit pas se limiter à d'étroites élites politiques, technocratiques et intellectuelles. Et avant de mettre au point de quelconques propositions plus approfondies pour les politiques publiques, nous voulons transformer de manière radicale le prisme à travers lequel nous étudions les problèmes pressants d'aujourd'hui.

> Trois années de Sociopedia.isa

Bert Klandermans, VU-Université Libre d'Amsterdam (Pays-Bas), et Vice-Président de l'ISA chargé des Finances (2002-2006)

I y a quelques années de cela, les membres du Comité Exécutif de l'ISA évoquaient la possi-■ bilité de publier un volume annuel d'articles de revue. La proposition consistait à créer une revue en ligne plutôt qu'un ouvrage papier. Nous avons considéré que la production d'un livre prendrait tellement de temps que les articles ne seraient plus d'actualité au moment de leur publication. À l'inverse, dans une revue en ligne, un article peut être publié dès qu'il est prêt, et et il n'y a pas de problème de délai non respecté. Michel Wieviorka, Bert Klandermans et Izabela Barlinska se sont donc réunis pour discuter de ce qui allait devenir le projet central de Wieviorka durant sa présidence. Comme il avait eu une idée semblable, Kenji Kosaka se joignit aux fondateurs. Sociopedia était né.

Pour tenir compte de son lien avec I'ISA et le distinguer d'autres initiatives, on lui donna le nom de Sociopedia.isa, un concept nouveau dans le domaine de la production et de la diffusion du savoir. Sociopedia.isa combine le meilleur de deux mondes : une publication rapide grâce à Internet, et une qualité scientifique garantie par un travail de révision approfondi et novateur et par l'évaluation d'experts. Tandis qu'une équipe de rédaction expérimentée et l'évaluation par des pairs garantissent la meilleure qualité possible. Internet permet de fournir les articles les plus en relation avec l'état actuel des connaissances. Sociopedia.isa offre ainsi la possibilité de « vivre les sciences sociales ». Ses usagers reçoivent la garantie que les articles sont à jour et régulièrement actualisés. Au bout de deux ans, il est demandé aux auteurs des articles originaux d'actualiser l'entrée. De plus, à chaque article s'ajoute une rubrique de débat.

Il y a trois ans, les cinq premiers articles ont été téléchargés. Depuis sa

création, Sociopedia.isa a publié 35 articles sur toutes sortes de sujets, tels que les mouvements de protestation, les conflits sociaux, les rôles en fonction du sexe, les disaster studies (études des catastrophes), la santé et la maladie, la diaspora, la mémoire, la mobilité, la vie quotidienne, le transnationalisme des immigrés, la sécularisation et la réflexivité. En introduisant leur mot de passe de l'ISA, les membres de l'Association peuvent accéder aux articles de Sociopedia.isa sur le site de l'ISA ou celui de SAGE. Tous les trois ou quatre mois, cinq articles de l'ISA sont également accessibles gratuitement. Sociopedia.isa a été consulté par des milliers d'utilisateurs.

Les propositions d'entrées pour Sociopedia.isa peuvent être envoyées par mail à sociopedia.isa.fsw@vu.nl. Les personnes intéressées sont invitées à consulter sur le site de l'ISA les consignes à suivre. Un article type de Sociopedia.isa compte 7.000 mots, sans compter la bibliographie. Les articles doivent être rédigés en anglais mais Sociopedia.isa encourage les auteurs à envoyer une copie de leur article dans une autre langue, comme le français ou l'espagnol. L'auteur doit cependant s'assurer que l'article traduit correspond exactement à la version anglaise. Un article type de Sociopedia.isa est structuré de la façon suivante : vue d'ensemble des approches théoriques ; bilan des preuves empiriques ; appréciation de la recherche à ce jour ; débat sur la direction future que la théorie et la recherche pourraient prendre. À la fin de l'article, doivent apparaître les trois éléments suivants : références citées, lectures complémentaires suggérées et commentées (« Lire cet article car... ») et une courte biographie de l'auteur, d'environ trois phrases.

Bert Klandermans est le rédacteur en chef de Sociopedia.isa. Ses rédacteurs

adjoints sont: Devorah Kalekin-Fishman, Kenji Kosaka, Elisa Reis, Arturo Rodríguez Morató et Henri Lustiger Thaler. En règle générale, les propositions d'articles sont soumises à l'évaluation d'au moins deux experts indépendants. En principe, l'équipe de rédaction travaille en collaboration avec les auteurs jusqu'à ce que l'entrée soit approuvée. Une fois accepté, l'article est publié dans les semaines qui suivent. À partir de 2013, une sélection de 8 à 10 entrées de Sociopedia.isa seront publiées chaque année dans un Review Issue de Current Sociology - l'une des deux revues non numériques de l'ISA comportant un comité de lecture. Ceci accroît encore l'intérêt de publier dans Sociopedia.isa.

Une autre innovation que nous avons réalisée, à savoir le Sociopedia.isa colloquium, consiste en une extension de l'article standard de Sociopedia.isa. Il sera soumis au même processus de révision et d'évaluation par des experts, en comptant sur le comité de rédaction et la révision par des pairs expérimentés pour assurer la meilleure qualité possible. Sociopedia.isa colloquium débutera avec un auteur connu de premier plan, qui livrera un résumé de son point de vue sur un problème ou une thématique sociologiques donnés, suivi de trois ou quatre articles qui traiteront et évalueront l'approche adoptée dans l'article de départ. Les trois ou quatre commentateurs joueront le rôle de critiques. Henri Lustiger Thaler est ainsi en train de préparer un Collogue sur le thème du « Cosmopolitisme » et Devorah Kalekin un autre sur « La Sociologie des sens ».

J'encourage les personnes intéressées à écrire un article pour Sociopedia.isa dans leur domaine de spécialité, à envoyer leur proposition à sociopedia.isa.fsw@vu.nl. ■

> De meilleurs soins de santé pour tous

Ellen Kuhlmann, Université Goethe, Francfort (Allemagne), Présidente élue du CR52 (Sociologie des Professions), Claus Wendt, Université de Siegen (Allemagne), membre du conseil d'administration du CR19 (Pauvreté, Action sociale et Politique sociale) et Ivy Bourgeault, Université d'Ottawa (Canada), Vice-Présidente du CR15 (Sociologie de la Santé)

ffrir de meilleurs soins de santé à l'ensemble des citoyens est essentiel pour lutter contre les inégalités sociales et la pauvreté, et figure parmi les priorités des dirigeants du monde entier. Par delà leurs multiples différences, à la fois les systèmes de santé émergents des pays du Sud Global et des pays de l'Est et les systèmes établis de protection sociale des pays occidentaux cherchent à améliorer l'organisation, l'offre et l'accessibilité des soins de santé. Ceci comprend notamment de nouveaux modes de gouvernance des professionnels de la santé. À cet égard, la responsabilité en matière sociale et les services du secteur public se sont révélés cruciaux pour la santé de la population, bien que les marchés et la gestion soient très en vogue dans le climat actuel de restrictions budgétaires. Il est urgent de trouver des solutions de politique générale plus imaginatives, qui tiennent compte de la réalité des relations de pouvoir.

Le deuxième Forum de l'ISA, qui a eu lieu à Buenos Aires, a été une formidable occasion d'attirer l'attention sur le développement des politiques et des services de santé d'un point de vue sociologique et de montrer les avantages d'une approche internationale. (Voir aussi Current Sociology, numéro spécial, juillet 2012.) Ce nouveau domaine de recherche est par nature transdisciplinaire. c'est pourquoi nous avons lancé des appels à des sessions conjointes. La réponse a été massive, et grâce aux Comités de Recherche (CR) organisateurs, les CR15 (Santé) et 19 (Politiques Sociales) ont mis en place des sessions conjointes sur le thème « De meilleurs soins de santé pour tous », tandis que le CR15 et le CR52 (Groupes professionnels) ont tenu une session conjointe spécifique sur le thème de la gouvernance professionnelle. Il y a eu pléthore de communications pour toutes les sessions, lesquelles ont donné lieu à des débats très animés.

une réponse massive à l'appel à des sessions conjointes

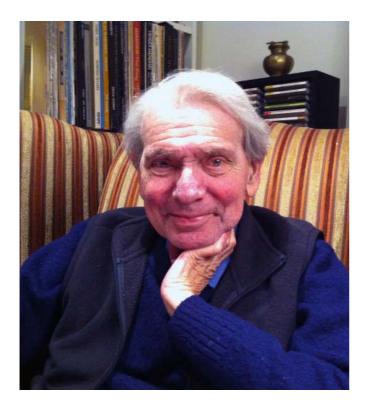
Les sessions ont fourni une tribune pour débattre de ce qui est important dans les politiques et les services de santé, et des enseignements qui peuvent être tirés des expériences internationales. Ce qui a été particulièrement fascinant - et de fait remarquable -, c'est que les séances conjointes ont rassemblé des chercheurs de tous les continents, et que les barrières linguistiques ont été ingénieusement surmontées par le biais de présentations et de débats bilingues. Les participants venaient d'Amérique du Nord et du Sud, de plusieurs pays européens et d'Australie, aussi bien que du Nigéria, d'Afrique du Sud ou du Japon.

Parmi les principaux sujets traités, figuraient les difficultés de la recher-

che comparée dans un secteur de la santé particulièrement diversifié et dynamique. Dans ce domaine, des suggestions ont été faites en faveur de typologies plus complexes, pour rappeler le besoin de relier les niveaux de recherche micro et macro. et pour l'emploi d'une série d'indicateurs. L'une des autres questions clés a été celle des inégalités. Les exemples ne manquaient pas pour illustrer les disparités persistantes et même croissantes qui existent dans l'accessibilité aux soins de santé ; ceci concernait notamment l'égalité hommes-femmes, les soins de santé pour les femmes et leurs droits en matière de procréation, mais aussi des questions de culture, de langue, de situation géographique et d'appartenance ethnique susceptibles de créer des inégalités. Des thèmes communs revenaient d'un pays à l'autre : l'importance des droits et d'un accès universel aux soins de santé ; le rôle des mouvements et acteurs sociaux ; et la nouvelle répartition entre services de santé publics et privés. Un autre volet des débats a porté sur la complexité de la gouvernance professionnelle et le besoin d'une gestion plus efficace des ressources humaines dans le domaine de la santé.

Il est évident que les sessions conjointes représentent une valeur ajoutée considérable pour les CR existants et, après avoir d'ores et déjà jeté les ponts pour Yokohama, nous attendons beaucoup des collaborations à venir.

> Disparition de Ivan Varga, 1931-2012



Ivan Varga a eu plusieurs vies. L'une d'elles a été marquée par un dévouement infini à l'ISA et en particulier au CR22 (Sociologie de la Religion), et nombreux sont ceux qui se souviennent de lui avec affection. La notice qui suit a été rédigée par son épouse, Eva Varga, et sa fille, Christina Varga.

e Professeur Ivan Varga s'est battu pour défendre ses convictions, aussi dangereuses ou impopulaires fussent-elles. Il grandit à Budapest, en Hongrie, dans une famille juive parfaitement intégrée. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il a coutume de sortir sans son étoile jaune en dehors des heures de couvre-feu imposées aux Juifs, pour chercher des rations supplémentaires de nourriture, au risque d'être attrapé puis fusillé et jeté dans le Danube.

Il survit, mais pour voir le rêve d'une libération par les Russes tourner au cauchemar d'un régime d'oppression. Il ne reste cependant pas en retrait ; au contraire, à travers sa parole et ses écrits, il critique le régime, ce qui fait de lui une Ivan Varga dans sa maison de Kingston (Canada).

cible pendant l'insurrection hongroise de 1956. Il s'enfuit en Pologne, et lorsqu'il pense pouvoir retourner en Hongrie, il découvre qu'il y est interdit de travail depuis des années.

Après la guerre, il étudie auprès de sommités telles que Georg Lukács, avant d'obtenir son doctorat. Il épouse Eva Launsky en 1961, et leur fille Christina naît en 1968.

Maîtrisant plusieurs langues, notamment l'anglais, Ivan est autorisé à quitter la Hongrie pour aller enseigner à l'université en Tanzanie, accompagné de sa famille. Mais une fois les quatre ans en Tanzanie accomplis, il décide avec sa famille de passer à l'Ouest, renonçant à un avenir connu mais terne en Hongrie pour un avenir parfaitement inconnu en Occident. Ils débarquent en Allemagne, avec pour tout bagage leurs habits, quelques souvenirs d'Afrique et leur formation.

Ivan enseigne à l'université en Allemagne, mais au bout d'un an il est recruté pour enseigner la sociologie à la Queen's University de Kingston, au Canada. Il y reste jusqu'à sa retraite en 1996, date à laquelle il est nommé Professeur émérite.

Tout au long de sa carrière, il s'est intéressé à la sociologie de l'art et de la culture et à la sociologie de la religion, puis développera plus tard un nouvel intérêt pour l'étude du corps. Il a travaillé dans un forum international, a collaboré avec des collègues du monde entier, notamment comme chercheur associé au Center for the Study of World Religions de Harvard, et mené des recherches en France et en Hongrie.

Après sa retraite, il a continué à écrire et à diriger des publications internationales, et à organiser et assister à des conférences à l'étranger. Il a poursuivi le travail qu'il avait mené pendant dix ans au sein de l'Association Internationale de Sociologie, en particulier avec le Comité de Recherche (CR) sur la Sociologie de la Religion. Lorsque son mandat comme Président du CR est arrivé à son terme, il en est devenu Président honoraire – et ce jusqu'à son décès.

> Quelles portes le (CES) > CCES (CES) ouvre-t-il?

Jennifer Platt, Université du Sussex (Royaume-Uni), et Vice-Présidente de l'ISA chargée des Publications (2010-2014)

pen Access (le « libre accès ») est un mouvement qui est en train de rapidement s'étendre au-delà de son domaine d'origine et qui, alors qu'il commence à atteindre les sciences sociales, renferme certaines menaces. L'idée de base est simple et séduisante : tout le monde devrait pouvoir bénéficier des connaissances issues de la recherche publiées dans les articles de revues spécialisées. À l'origine d'une partie importante de ce mouvement, il y a la colère des chercheurs en sciences naturelles face aux prix excessifs pratiqués par certains éditeurs des revues qu'ils utilisent et aux bénéfices qu'ils réalisent, ce qui a entraîné le boycott des revues publiées par les éditions Elsevier. Plus récemment, il a été question d'un sujet d'ordre idéologique, primordial pour la politique du nouveau gouvernement britannique, à savoir que ce qui est produit avec de l'argent public devrait être mis à la disposition des citoyens gratuitement. Dans le même ordre d'idées, on prétend qu'en particulier les en-

treprises bénéficieront d'un tel accès, contribuant par conséquent à la croissance économique du pays. D'importants bailleurs de fonds aux États-Unis et en Grande-Bretagne exigent désormais que les travaux de recherche qu'ils ont financés ne soient publiés que dans des revues accessibles gratuitement – faisant ainsi pression sur les éditeurs pour qu'ils modifient leurs pratiques.

Actuellement, le système traditionnel consiste à ce que les éditeurs publient des revues dont l'accès est conditionné au paiement d'un abonnement. De nos jours, cet abonnement est le plus souvent payé par les universités, qui mettent ensuite ces publications en ligne gratuitement pour leurs étudiants. Cela se complique du fait que désormais, les principaux éditeurs vendent habituellement aux bibliothèques des abonnements groupés à tout un lot de revues plutôt que des abonnements individuels, ce qui donne accès à de nombreuses publications mais à un coût très élevé. Les auteurs des articles ne sont pas rémunérés, et il y a beaucoup de travail non rémunéré dans le milieu universitaire, mais il ne fait également aucun doute que les coûts induits par le processus de production sont considérables, et doivent d'une manière ou d'une autre être couverts.

Deux grands modèles alternatifs de « libre accès » font l'objet d'un vaste débat. La « voie dorée » (Gold model) fait obligation aux auteurs (c'est-à-dire en principe à leur université ou à l'organisme qui finance leur recherche) de payer une somme importante afin de couvrir les frais de publication, en échange de quoi les articles seront accessibles aux lecteurs gratuitement. La « voie verte » (Green model) ne fait pas payer les auteurs, mais exige que l'article soit déposé dans des archives ouvertes, éventuellement après une période d'embargo de 6 ou 12 mois (un laps de temps trop long étant donné la vitesse à laquelle évoluent certains domaines des sciences naturelles) afin de laisser une motivation à ceux qui s'abonnent.

Dans un modèle comme dans l'autre, les auteurs ont l'avantage d'avoir un plus grand nombre de lecteurs qui ont accès à leur travail, et les lecteurs bénéficient de cet accès. Mais quelles sont les autres répercussions ?

- La « voie dorée » : Dans les pays pauvres, la plupart des auteurs risquent de ne pas pouvoir publier dans les grandes revues scientifiques des pays riches, à moins d'être financés par un bailleur de fonds international. Dans le domaine de la sociologie, ce n'est certainement pas de manière systématique que les articles se voient attribuer une subvention de recherche. Il n'est pas clair si les auteurs ne bénéficiant pas d'un tel financement seraient dispensés de payer les frais. Même dans les pays riches, des auteurs issus d'universités moins bien dotées peuvent voir leurs publications limitées par la propre administration de leur université. Les universités vont économiser de l'argent actuellement dépensé en abonnements, mais ne l'utiliseront pas nécessairement pour soutenir la recherche. Le nombre des travaux de recherche disponibles risque de s'en trouver réduit, et certains domaines de recherche privilégiés au détriment d'autres.
- La « voie verte » : Personne ne va payer les frais de publication, à moins que l'interdiction de publi-

cation n'incite suffisamment de bibliothèques et de lecteurs à payer pour avoir accès plus rapidement au contenu des revues. (Dans le domaine des sciences sociales. la durée de vie moyenne d'un article de revue est largement supérieure à un an.) Les éditeurs ont par conséquent tendance à préférer la « voie dorée ». Des sociétés savantes telles que l'ISA, qui sont peu susceptibles de considérer le paiement par les auteurs comme une solution acceptable, pourraient perdre une part importante des revenus qu'elles tirent des publications - des revenus qui permettent de financer d'autres activités.

le libre accès peut avoir de sérieuses implications pour l'ISA'

Il existe des variantes à partir de ces deux modèles de base, que nous ne pouvons pas détailler ici. Il est généralement admis qu'il puisse y avoir des revues « hybrides » qui prévoient de publier certains articles dans des archives et d'autres pas ; c'est la politique actuelle de l'Association Américaine de Sociologie. Par un effet pervers, certaines revues scientifiques

pourraient être tentées de privilégier les articles qui ne bénéficient pas du financement qui leur impose de les proposer en libre accès. Les Conseils de Recherche nationaux britanniques imposent désormais non seulement l'accès gratuit aux articles publiés, mais aussi que pour chacun de ces articles, il soit possible de consulter les données utilisées afin qu'elles puissent être explorées ou réanalysées. Comment dans ce cas résoudre les questions relatives à la confidentialité en sciences sociales ?

L'ISA doit à l'évidence mettre au point une politique adaptée à sa mission internationale. Pour ce faire, il lui serait extrêmement utile d'avoir des informations sur la manière dont ces questions se posent dans le domaine de la sociologie à travers le monde. Nous savons que dans certains pays le système de publication et de financement des revues diffère de celui considéré comme standard en Europe et en Amérique du Nord, et les débats qui ont lieu ailleurs dans le monde sont susceptibles de soulever de nouvelles questions qu'il nous faut prendre en considération. Nous vous serions très reconnaissants si vous pouviez nous faire savoir comment les choses se passent là où vous êtes, et nous donner votre opinion sur ce que devrait être la politique de l'ISA en la matière. Merci d'adresser vos commentaires à l'adresse suivante :

j.platt@asussex.ac.uk ■

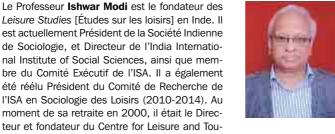
> Notre équipe éditoriale en Inde

Ishwar Modi, Président de la Société Indienne de Sociologie, et membre du Comité Exécutif de l'ISA (2010-2014)

n lisant l'article sur l'équipe iranienne de *Dialogue Global* (GD2.4), j'ai été frappé par le fait que pratiquement tous ses membres étaient des étudiants de licence ou de master. En comparaison, l'équipe indienne est formée de membres plus âgés et expérimentés. L'un des principaux objectifs de notre équipe est de fournir une traduction en hindi du complexe langage technique de notre discipline, ce qui n'est pas toujours une tâche aisée. Nous avons été agréablement surpris d'apprendre d'un certain nombre de nos collègues qui exercent dans d'autres universités du pays, qu'ils utilisent la version en hindi des numéros de Dialogue Global comme modèle pour des traductions faites par leurs étudiants (à partir de la version anglaise de GD vers le hindi) afin que ceux-ci puissent comparer et réaliser les progrès à faire. Cependant, dans les milieux universitaires indiens, on parle de plus en plus à la fois de la version anglaise de Dialogue Global et de celle en hindi, étant donné la portée internationale de son contenu, toujours fort intéressant, riche en informations et éclairant. Aussi sommes-nous tous très fiers de notre association avec Dialogue Global.



Leisure Studies [Études sur les loisirs] en Inde. Il est actuellement Président de la Société Indienne de Sociologie, et Directeur de l'India International Institute of Social Sciences, ainsi que membre du Comité Exécutif de l'ISA. Il a également été réélu Président du Comité de Recherche de l'ISA en Sociologie des Loisirs (2010-2014). Au moment de sa retraite en 2000, il était le Directeur et fondateur du Centre for Leisure and Tourism Studies de l'Université du Rajasthan (Jaipur, Inde). Il a par la suite été Professeur invité à l'Indian Institute of Health Management Research. Il est le Président et fondateur de l'Indian Leisure Studies Association. Il a le titre de membre honoraire à vie de la World Leisure Organization [Organisation mondiale des loisirs] et est actuellement membre émérite et membre fondateur de la World Leisure Academy. Il a organisé plusieurs conférences nationales et internationales et il est l'auteur, le co-auteur ou le directeur de publication de huit livres.



Rajiv Gupta est Professeur à l'Université du Rajasthan à Jaipur, où il dirige le Département de Sociologie. Il s'intéresse de près à la sociologie du marxisme. L'Association Indienne des Sciences Sociales lui a décerné le D.P. Mukerji Senior Social Scientist Fellowship Award en 2007. Il a récemment réalisé une étude sur la sociologie des manuels. Son livre, Communalization of Education or Education of Communalization [Communautarisation de l'éducation ou éducation de la communautarisation], a été à l'origine d'un débat dans l'ensemble du pays, qui a plongé les partis de droite dans l'embarras. En fin observateur de la société indienne, il a étudié des phénomènes sociaux tels que les relations agraires, la violence familiale, les mouvements syndicaux, le développement urbain, l'éducation et les professions universitaires. Son travail de doctorat portait sur le rôle des intellectuels universitaires dans la société indienne d'aujourd'hui. En tant que sociologue engagé dans le débat public, il a toujours pris part à différents mouvements, y compris des mouvements contre l'économie néo-libérale.



Rashmi Jain enseigne au sein du Département de Sociologie de l'Université du Rajasthan. Ses centres d'intérêt sont le domaine du développement et de la communication, les études sur la mondialisation, la sociologie du droit, les études sur les loisirs et les études européennes. Elle coordonne également des travaux sur le terrain pour un diplôme de master en Travail Social. Elle participe actuellement à un projet intitulé « Society and culture of Rajasthan under the impact of Globalization » [« La société et la culture au Rajasthan sous l'effet de la mondialisation »]. Elle est notamment l'auteur de Communicating Rural Development – Strategies and Alternatives. En dehors de son activité universitaire, elle a permis à des femmes sans ressources de se faire entendre, et a collaboré avec des organisations de la société civile au Rajasthan.



Uday Singh travaille depuis six ans auprès de l'India International Institute of Social Sciences, sous la direction dynamique de Ishwar Modi. Il est titulaire d'un master de l'Université du Rajasthan en Administration économique et gestion financière. En tant que traducteur de Dialogue Global en hindi, il est très heureux d'en apprendre plus sur les différents phénomènes et évènements sociologiques dans le monde entier.

> Survivre aux marges de la société

Alexia Webster, photographe, et Edward Webster, Université de Witwatersrand (Afrique du Sud), et ancien Président du Comité de Recherche de l'ISA sur les Mouvements ouvriers (RC44)



eaucoup d'emplois qui se créent dans les quartiers déshérités du centre-ville de Johannesburg sont des emplois de survie, ou ce que l'on appelle désormais des emplois précaires ou l'économie informelle. Il s'agit notamment de coiffeurs et commerçants de rue, de femmes et d'hommes qui lavent les taxis en bord de route, d'autres qui travaillent chez eux, ou dans les shebeens (bars clandestins), et de ceux qui tirent des charrettes à travers les rues de la ville pour ramasser du papier ou des déchets métalliques.

Nous avons pris en photo l'un de ces recycleurs de déchets issus du secteur informel : une vieille femme noire en route vers un centre de recyclage. Elle nous a d'abord semblé une apparition car nous ne pouvions pas l'identifier parmi la quantité de déchets qu'elle avait chargés sur

son dos. Mais en y regardant de plus près, on distingue des parties de son corps croulant sous les sacs de déchets à recycler. Ce n'est pas une victime en détresse ; c'est quelqu'un qui réalise un travail productif. Elle passe dix heures par jour à ramasser du papier puis à le porter sur son dos à travers les rues de Johannesburg pour le vendre à un centre de rachat. Ce n'est pas un emploi au sens conventionnel du terme ; c'est une stratégie de subsistance. Cette femme ne crée pas seulement de la valeur en recyclant du papier qui est acheté par une grande entreprise multinationale ; elle contribue aussi au nettoyage des rues. C'est un emploi « vert », et pourtant elle ne gagne que 5 dollars US en moyenne par jour.

Ce qui caractérise ces travailleurs du secteur informel, c'est qu'ils travaillent à leur compte. Ils ont réussi à s'emparer d'un espace économique dans la ville, où ils peuvent exercer des activités économiques d'une manière très différente des emplois traditionnels. Pour la sociologie, l'émergence de ces activités informelles était une énigme. Dans les années 50 et 60, on tenait pour acquis que, suivant la conception téléologique de la théorie de la modernisation, le dynamisme des industries absorberait l'afflux massif de population dans les villes, comme dans l'Europe du XIXe siècle. Cela n'a pourtant pas été le cas. Au lieu de cela, les populations urbaines des pays en développement ont augmenté de manière considérable, survivant en exerçant des activités économiques informelles à petite échelle plutôt qu'en travaillant dans le secteur officiel. Cette femme qui sur la photo est invisible, fait pourtant partie d'une armée grandissante de travailleurs précaires à travers le monde.